



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2624
16 novembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€

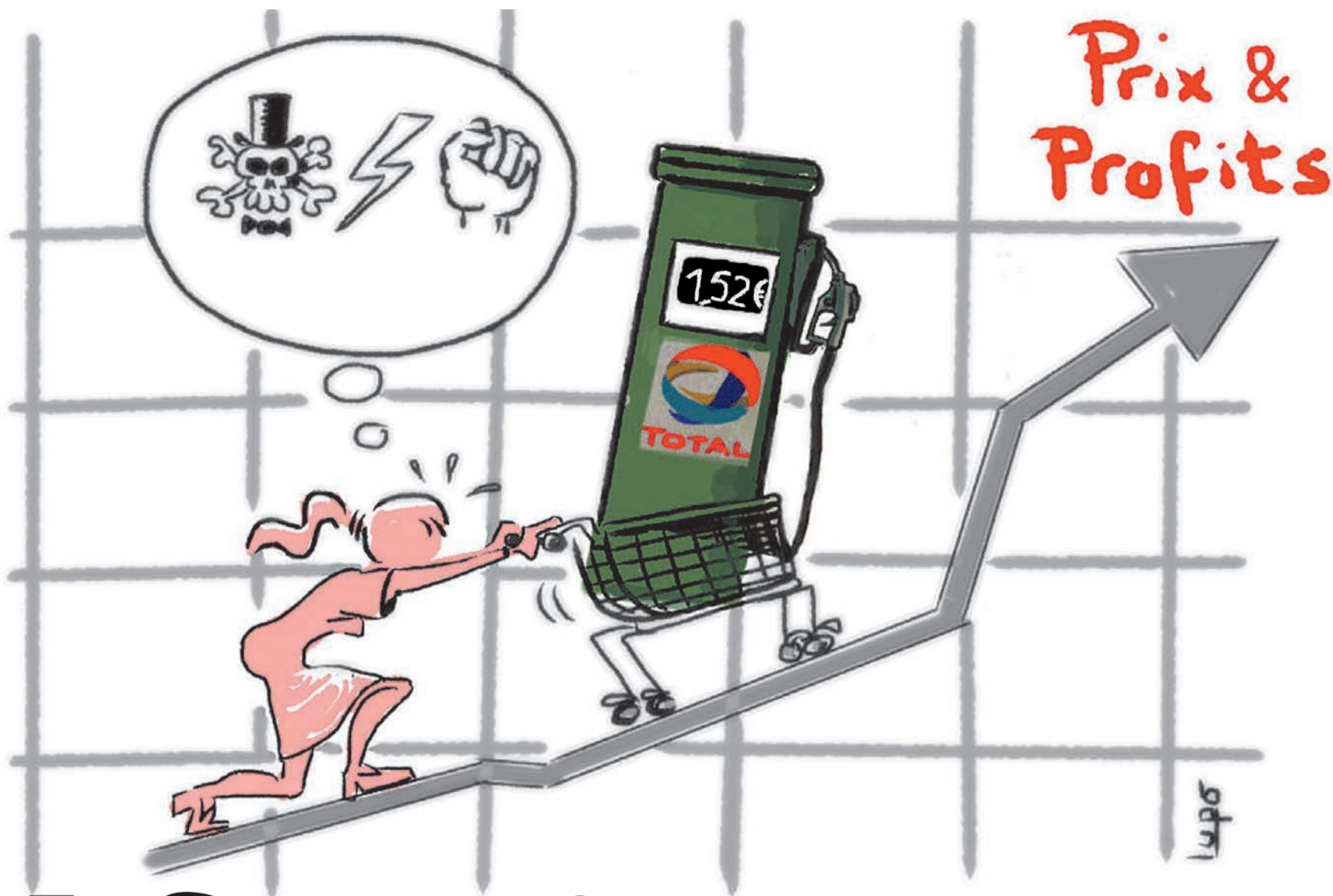


Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller



Il faut imposer l'augmentation des salaires !

Logement

**Le capitalisme,
dangereux
et insalubre**

Page 16

Yémen

**Les marchands
de canons,
vrais vainqueurs**

Page 9

Entreprises

**Halte aux
suppressions
d'emplois !**

Pages 12 à 15

Les prix augmentent, le pouvoir d'achat diminue... Il faut augmenter les salaires et les indexer sur le coût de la vie!

Macron voulait, disait-il, aller à la rencontre de la population. Il a été servi! Tout au long de ses déplacements dans le nord et l'est de la France à la veille du 11 novembre, il a été pris à partie par des retraités et des travailleurs en colère qui lui reprochaient la hausse de la CSG et des taxes sur les carburants. Malgré tout ce qu'il peut dire concernant une prétendue augmentation du pouvoir d'achat, les travailleurs savent compter et voient bien qu'ils ont de plus en plus de mal à finir le mois.

Face au mécontentement, Macron a été obligé de faire quelques annonces, comme celle de la généralisation d'une aide au transport. Mais, limitée à 20 euros par mois et réservée aux salariés dont le lieu de travail se situe à plus de 30 km de leur domicile, elle n'aidera pas beaucoup le peu de travailleurs qui pourraient y prétendre. Et pas question que le gouvernement consacre un centime à cette aide, qui serait laissée à la charge des régions.

Macron a aussi promis de baisser « drastiquement » le coût du permis de conduire et d'instaurer une aide à l'acquisition du premier véhicule. Mais il s'est bien gardé de préciser comment ces mesures seraient financées. Sous Macron aujourd'hui comme sous ses prédécesseurs, la politique de l'État consiste à faire des milliards d'économies aux dépens des services publics et à imposer des sacrifices à la population, afin de pouvoir arroser de subventions et de cadeaux fiscaux le grand patronat et une minorité de bourgeois.

Si les mesures annoncées voient le jour, ce qui n'est même pas dit, elles seront dans la droite ligne de toutes celles que le gouvernement ne cesse de prendre pour faire illusion vis-à-vis de la population, comme le « reste à charge zéro » sur les soins dentaires et l'optique, qui va se traduire par une augmentation des mutuelles. Comme il se refuse à prendre sur les profits et les fortunes des plus riches pour les financer, au bout du compte, d'une façon ou d'une autre, ce sont les travailleurs qui paieront la note.

Pour tenter de désamorcer la contestation, le gouvernement peut aussi faire des gestes en direction des catégories sociales qui ont fait entendre leur voix, comme les patrons routiers,

les entreprises du BTP, les artisans taxis et, dernièrement, les ambulanciers. Ces patrons de différents secteurs défendent leurs intérêts en refusant de faire les frais de la politique menée par le gouvernement au profit exclusif des capitalistes les plus puissants qui dominent l'économie.

Eh bien, il est indispensable que les travailleurs se mobilisent en défendant eux aussi leurs intérêts et les revendications qui leur sont propres. Personne ne le fera à leur place et, s'ils ne le font pas, c'est à eux que le gouvernement fera payer les concessions qu'il pourrait être amené à faire aux autres catégories sociales.

Le monde du travail a mille raisons de se mobiliser pour son propre compte. Si les régions parcourues par Macron sont sinistrées aujourd'hui, ce n'est pas la Première Guerre mondiale qui en est la cause, mais la guerre que la classe capitaliste mène sans répit aux travailleurs. Cette guerre pour les profits, rendue encore plus féroce par l'aggravation de la crise, se mène à coups de licenciements, de précarisation des emplois et d'aggravation de l'exploitation.

Actuellement, la contestation s'exprime en particulier, et à juste titre, contre la hausse des carburants. Mais, en fait, tout augmente : le fioul, le gaz, l'électricité, les loyers... Il est indispensable que les travailleurs se mobilisent en mettant en avant leurs exigences, à commencer par l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations, et leur alignement automatique sur le coût de la vie. Il n'y a qu'ainsi que le monde du travail se protégera contre l'appauvrissement qui résulte des politiques patronales et gouvernementales.

Les inquiétudes manifestées par Macron montrent que ceux qui veulent exprimer leur mécontentement ont raison. Mais c'est en se mobilisant sur leur propre terrain et avec leurs armes de classe que les travailleurs pourront faire prévaloir leurs intérêts. Ce combat-là, aucune organisation d'extrême droite ne pourra le récupérer. Pour se faire entendre, le monde du travail dispose d'une arme puissante, celle de la grève, qui permet de bloquer l'économie et de frapper le patronat à son point sensible, son portefeuille. C'est la seule voie et la seule façon de se faire craindre du gouvernement.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Fiscalité: écologie ou pas, des impôts injustes	3
11 novembre: la paix célébrée par les fauteurs de guerre	3
17 novembre: ne pas laisser le terrain à l'extrême droite	4
Indice des prix: méfiance, il vient du gouvernement	4



Pollution: le bon docteur Diesel	4
Enseignement: en grève contre une éducation au rabais	5
Pétain: serviteur de la bourgeoisie, en 1940 comme en 1914	5
Loire-Atlantique: onze fusillés pour l'exemple	5

CO₂ et particules fines: déchets du profit



Pouvoir d'achat: des mesures dérisoires

Guadeloupe: le scandale du manque d'eau potable

Injustice flagrante à l'université

Chlordécone: une promesse de Macron... repoussée

Migrants: la solidarité en procès

Mayotte - Comores: les expulsions reprennent officiellement

Montagne d'or - Guyane: au mépris des hommes



Logement: le capitalisme est insalubre

Marseille: l'inaction délibérée de la mairie

452 évacués à reloger

DANS LE MONDE

États-Unis: des catastrophes pas seulement naturelles



Italie: un gouvernement réactionnaire sur tous les plans

Maroc: nouveaux morts dans les mines de Jerada

Yémen: les capitalistes de l'armement, vrais vainqueurs

Gaza: à nouveau sous les bombes israéliennes

Grèce: l'aide aux migrants condamnée

DANS LES ENTREPRISES

Park-Hyatt



Neuhauser - Folschviller

La Poste - Charleville-Mézières

PSA - Saint-Ouen

Sandvik-Coromant - Fondettes

SNCF

RATP

Hôpital Saint-Louis - Paris

Fonderies du Poitou



LUTTE OUVRIÈRE

Rencontres LO-NPA: des divergences politiques

IL Y A 80 ANS

Novembre 1938: la Nuit de cristal et la marche vers la barbarie

Trotsky: l'attentat de Grynszpan

Fiscalité : écologie ou pas, des impôts injustes

Aux grosses ficelles de Macron prétendant taxer le carburant pour permettre la transition écologique, les partis de gauche et les syndicats opposent « une fiscalité juste socialement ».

Mais, qu'ils soient perçus au nom de l'écologie ou pas, les impôts dans ce système sont d'abord payés par les classes populaires et servent toujours principalement à arroser la bourgeoisie. Comment pourraient-ils être socialement justes ?

Depuis l'annonce de la mobilisation contre la hausse des prix des carburants, le gouvernement répète que la hausse des taxes sur l'essence, le diesel, le fioul est destinée à financer la transition écologique. Même si tel était le cas, il serait scandaleux de racketter au nom de l'écologie la population qui n'a, le plus souvent, ni le choix de son mode de transport, ni celui de son type de chauffage, alors même qu'un groupe pétrolier comme Total ne paie

quasiment pas d'impôts.

En réalité, le gouvernement ment ouvertement. En 2019, moins de 8 milliards d'euros, sur les 38 milliards qui seront prélevés, iront à la fameuse transition écologique. Plus de 45 % de la taxe intérieure sur les produits de consommation énergétique (Ticpe) servira à alimenter le budget général de l'État, contre 36 % en 2017. Autrement dit, ces taxes supplémentaires serviront à financer les dizaines de milliards versés aux entreprises sous forme du CICE, la suppression de l'impôt sur la fortune ou les multiples cadeaux faits aux riches.

Cette grossière arnaque conduit les partis de gauche, de EELV au PCF en passant par la France insoumise, à



réclamer « une fiscalité efficace pour l'écologie et socialement juste », comme l'écrit le PCF dans un tract récent sur le prix du carburant. Le même tract réclame que le kérosène consommé par les avions soit taxé, ce qu'il n'est pas actuellement, ou l'augmentation du malus écologique sur les grosses cylindrées neuves. Les syndicats ne se disent pas non plus opposés à des impôts pour financer l'écologie, à condition qu'ils ne soient pas payés par les plus modestes. La CFDT réclame à Macron « un pacte social de la conversion écologiste », tandis que la CGT, dans

ses repères revendicatifs, écrit : « La montée en puissance de la fiscalité environnementale ne peut se concevoir que dans le cadre d'une réforme d'ensemble de la fiscalité concernant aussi bien les entreprises que les particuliers. »

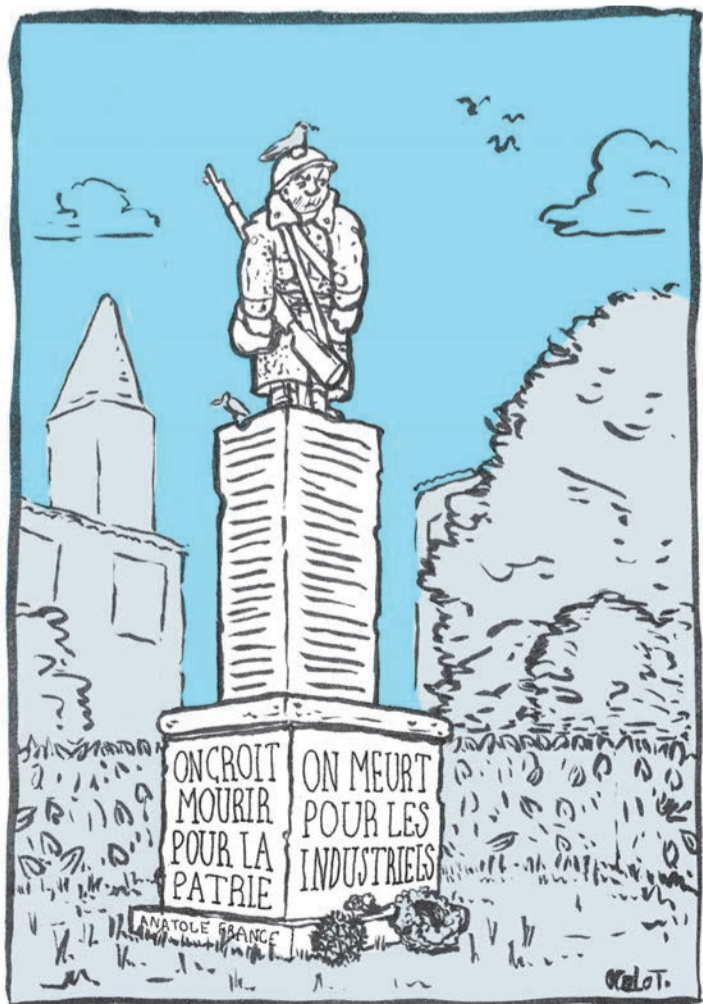
Toutes ces formules réclamant la « justice fiscale » passent sous silence l'essentiel : l'État, qui prélève les impôts et met en œuvre les dépenses publiques, est entièrement au service de la bourgeoisie. Il n'y a pas une seule ligne du budget de l'État, même celles qui alimentent les services utiles à la population,

comme les écoles ou les hôpitaux, qui ne sert pas à enrichir les patrons ou les banques. Mettre en œuvre la « transition écologique », dans une économie basée sur la propriété privée des moyens de production, amène à arroser les constructeurs automobiles, pour qu'ils écoulent des véhicules hybrides, ou les fournisseurs d'électricité dite verte. Au final, c'est encore faire payer les classes populaires, tout en leur rendant la vie quotidienne plus difficile comme quand on interdit leurs vieux véhicules.

Xavier Lachau

11 novembre : la paix célébrée par les fauteurs de guerre

Lors des commémorations du 11 novembre pour le centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale, plus de 70 chefs d'État et de gouvernement se sont déplacés à Paris, dont Donald Trump, Vladimir Poutine, Angela Merkel, Recep Erdogan ou encore le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu.



Descente des Champs-Élysées, certes quelque peu perturbée par des Femem, discours sous l'Arc de triomphe, repas au musée d'Orsay dans la grande salle de bal : toute la brochette de dirigeants responsables à un niveau ou à un autre des guerres qui déchirent des régions entières au Moyen-Orient, en Afrique, et finalement un peu partout dans le monde, était réunie pour verser des larmes sur les dix millions de morts de la première boucherie mondiale et se grimer en partisans de la paix.

Macron a multiplié les déclarations pour justifier cette initiative. Il ne s'agissait pas seulement de commémorer, a-t-il dit, mais « d'essayer ensemble de tenir la promesse faite alors d'un « plus jamais ça » ». Mais s'il a fait les choses en grand, c'est surtout pour tenter de redonner un peu de couleur à son image plutôt écornée ces derniers temps. Son prédecesseur François Hollande avait fait de même le 11 janvier 2015, en réunissant plusieurs dizaines de dignitaires internationaux lors de la « marche républicaine » organisée en réaction aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher. L'émotion légitime face aux attentats avait permis à Hollande de voir remonter sa cote de

popularité. L'opération politique de Macron risque fort de ne pas avoir le même effet, tant est grand le mécontentement dans les classes populaires contre sa politique en faveur des riches et du grand patronat.

Durant deux jours, il a donc été beaucoup question de la paix nécessaire, comme il se doit en pareille circonstance. Les dirigeants des États européens et les médias à leur service ne manquent jamais de verser des larmes sur les morts de 1914-1918, en célébrant leur courage et leur sacrifice pour la « défense de la patrie ». Mais ils évitent toujours aussi soigneusement de parler des véritables causes de cette

guerre, à savoir les rivalités entre puissances impérialistes pour le partage des colonies, pour le partage du monde. Les soldats étaient envoyés au front, non pour la défense de la patrie, mais pour celle des profits des capitalistes et des banquiers.

Même cent ans après, il n'est pas bon pour les capitalistes de rappeler que la guerre économique qu'ils se mènent peut toujours finir par se transformer en guerre tout court, car il faudra bien alors ressortir les mêmes prétextes : défendre la civilisation, la patrie, les valeurs morales, et même défendre la paix... à coups de bombes atomiques.

Aline Rétesse

Cercle Léon Trotsky

**Agriculture paysanne
et industrielle sous
la domination du capital**

Vendredi 16 novembre à 20h30

Docks de Paris - Eurosites

Avenue des magasins généraux - Aubervilliers

Métro ligne 12 - Front populaire

Participation aux frais : 3 euros

17 novembre :

ne pas laisser le terrain à l'extrême droite

Les directions de toutes les centrales syndicales ont refusé d'appeler à participer, sous une forme ou sous une autre, à la journée du 17 novembre, même si plusieurs syndicats, des unions locales voire une union départementale de la CGT ont appelé finalement à faire grève ou à manifester ce jour-là, pour réclamer des augmentations de salaire face à la hausse de tous les prix.

Le principal argument avancé par la direction de la CGT est que « la mobilisation du 17 novembre est clairement une mobilisation d'extrême droite ». Que la droite et l'extrême droite manœuvrent pour tenter de récupérer la colère contre la politique de Macron, c'est une évidence.

Et en effet aucun militant ouvrier ne souhaite tirer les marrons

du feu pour le patronat et être instrumentalisés par ses ennemis politiques. Mais, au lieu de déserrer le terrain de la protestation, ce devrait être une raison supplémentaire pour proposer une politique de classe pour les travailleurs.

Les initiateurs de cette mobilisation lancée sur les réseaux sociaux, ou ceux qui se sont mis en avant pour l'organiser un peu partout

dans le pays, sont sans doute très divers, s'affirmant apolitiques, parfois proches des petits patrons, mais aussi bien souvent des salariés qui utilisent tous les jours leur voiture. Au-delà de ses initiateurs, la mobilisation des gilets jaunes a trouvé un écho important au sein des travailleurs et des classes populaires, en particulier dans les petites villes, les zones rurales et plus particulièrement parmi ceux qui ont les salaires les plus faibles.

La question n'est pas de savoir si la CGT ou d'autres syndicats doivent ou non appeler à la mobilisation du 17 novembre, mais de savoir s'ils se soucient d'exprimer et d'offrir une perspective

à l'indignation et à la colère qui se manifestent parmi les travailleurs et dans leur propre base. Si elles s'en souciaient vraiment, les directions syndicales ne faciliteraient pas les manœuvres de récupération de l'extrême droite et du patronat : elles les rendraient impossibles.

Tant qu'il s'agit de tirer à boulets rouges sur Macron et le fisc, tant qu'il s'agit d'une mobilisation un samedi, et que cela ne pénalise pas trop le patronat, l'extrême droite peut soutenir le mouvement. Mais ce ne sera plus le cas si le mouvement prend un caractère ouvrier et antipatronal. Revendiquer de prendre sur les profits pour augmenter les salaires et les

pensions, mettre en cause les responsabilités du patronat et de la bourgeoisie dans le recul de la condition ouvrière, voilà qui ne peut pas être récupéré par les ennemis politiques des travailleurs.

En se contentant de condamner les initiatives du 17 novembre, les directions syndicales risquent de laisser le terrain à l'extrême droite. Ce n'est pas l'intérêt des travailleurs, qui est d'exprimer leur indignation sur leur terrain de classe, de formuler leurs revendications et de mener le combat pour elles, ce qui est la meilleure façon d'empêcher toute récupération par un quelconque démagogue.

Xavier Lachau

Indice des prix : méfiance, il vient du gouvernement

Pour beaucoup de travailleurs, l'indice des prix à la consommation de l'Insee est important, car c'est celui retenu pour calculer l'augmentation du smic, pour la revalorisation des pensions alimentaires, des retraites, etc. Il est censé mesurer les hausses de prix et est réputé sérieux, s'appuyant sur des dizaines de milliers de relevés mensuels, sur une méthodologie scientifique.

Mais cet indice officiel n'est pas l'instrument miracle que les gouvernants prétendent, et cela non à cause d'éventuelles tricheries, mais simplement à cause des choix politiques qui en sont à la source.

D'abord, l'indice Insee ne prend pas en compte toutes les dépenses des ménages. Les impôts directs comme la taxe d'habitation, l'impôt sur le revenu ou la CSG, ne comptent pas, ni les cotisations sociales. Quand la CSG augmente, comme c'est le cas cette année pour des millions de retraités, l'indice des prix de l'Insee ne voit rien.

Ensuite, la pondération de chaque bien ou service qui composent le « panier » est basée sur une moyenne

nationale. Elle n'a rien à voir avec le panier réel des bas revenus, car l'Insee calcule des moyennes en mêlant toute la population, riches ou pauvres. Par exemple, le poste logement compte pour seulement 6 % du panier moyen. Du coup, les hausses de loyer ou de charges des locataires, même importantes, n'affectent que très peu l'indice, alors qu'elles deviennent insupportables pour beaucoup.

L'impact de la hausse des prix n'est pas non plus le même selon la situation personnelle. La hausse récente du carburant n'affecte pas immédiatement ceux qui n'ont pas de voiture. Mais, pour les salariés obligés de la prendre pour aller travailler, elle est

catastrophique, alors que la moyenne cache en grande partie son effet.

Autre limite de cet indice : l'évolution rapide des biens technologiques, comme les ordinateurs ou les téléphones portables, aboutit à une absurdité. L'indice constate qu'à produit égal, les prix baissent d'un mois sur l'autre. Mais il ne tient pas du tout compte de l'effet de mode, de la recherche du dernier produit, des modifications apportées. Ce poste ne cesse d'augmenter pour bien des ménages, alors qu'il diminue aux yeux de l'indice aveugle.

Dans les années 1970, quand l'inflation dépassait allègrement les 10 % annuels, la CGT avait créé son propre indice des prix qui en réalité dépassait toujours de plusieurs points l'indice officiel des prix. Cet écart entre celui-ci et la réalité, telle que chaque travailleur peut la ressentir, n'a nullement disparu.

Bertrand Gordes

ENQUÊTE SUR LA POLLUTION DE L'AIR



Pollution : le bon docteur Diesel

Le 9 novembre, la cour d'appel a confirmé la condamnation du pneumologue Michel Aubier pour avoir caché ses liens étroits avec le groupe Total devant une commission d'enquête du Sénat qui s'intéressait au coût de la pollution de l'air.

En avril 2015, intervenant comme expert devant cette commission, ce chef de service dans un hôpital de la région parisienne avait déclaré sous serment n'avoir « aucun lien avec les acteurs économiques » du secteur. Or, depuis 1997, il était salarié comme médecin-conseil du groupe Total, le plus gros producteur de gazole et pollueur en France. En 2014, pour seulement neuf demi-journées de travail par mois, Total lui a d'ailleurs versé 170 000 euros en salaire et en actions gratuites, sans oublier bien sûr la voiture de fonction. Cela représentait alors près de la moitié de ses revenus. Total n'est pas aussi généreux avec tous ses salariés...

Comment s'étonner alors que celui qu'on a surnommé le docteur Diesel ait toujours

minimisé le caractère cancérogène de ce carburant.

En condamnant le pneumologue à seulement 2000 euros d'amende, soit à peine 5 % de ce qu'Aubier a touché de Total pour faire sa propagande, la justice a cependant été beaucoup plus clémentine qu'en première instance, où elle avait prononcé une peine de 50 000 euros et de six mois de prison avec sursis. Michel Aubier s'en tire donc à peu de frais, d'autant plus qu'un faux témoignage sous serment est un délit passible de cinq ans de prison et de 75 000 euros d'amende.

Mais le plus scandaleux est que les dirigeants et les gros actionnaires de Total, qui sont pourtant à l'origine de cette affaire, n'ont, eux, pas du tout été inquiétés.

Arnaud Louvet



Enseignement : en grève contre une éducation au rabais

La grève appelée le lundi 12 novembre dans l'Éducation nationale a été largement suivie. Les organisations syndicales, qui toutes y appelaient, ont comptabilisé un enseignant sur deux en grève dans les lycées et collèges et un sur quatre dans les écoles.

Les manifestations ont regroupé plusieurs milliers de manifestants à Paris, 2 500 à Lyon, 2 000 à Nantes, 800 à Besançon. Les salariés de l'Éducation nationale ont tenu à exprimer leur mécontentement face à la politique d'un gouvernement qui dégrade d'année en année les conditions d'enseignement.

Dans les lycées et collèges, ce sont les suppressions de postes qui suscitent la colère. Avec 2 600 enseignants en moins, alors que le nombre d'élèves va augmenter dans le second degré, chacun sent que la rentrée 2019 se fera dans les pires conditions, alors que dans bien des établissements la

situation est déjà intenable.

Dans les lycées professionnels, les enseignants n'acceptent pas la réforme qui prévoit de diminuer les heures de mathématique, de français, de langues vivantes. Ils refusent les suppressions de postes qui vont en découler, contraignant certains d'entre eux à se recaser ailleurs, et n'acceptent pas de voir leurs élèves contraints de suivre un enseignement général au rabais, sous prétexte que telles seraient les exigences du patronat.

Dans les écoles, c'est l'insuffisance du nombre de postes prévus pour doubler les CP et CE1 en REP et



REP+ (Réseau d'éducation prioritaire) qui suscite l'inquiétude. Pour y parvenir, il faudra prélever des postes aux autres niveaux, en particulier en maternelle, dans les écoles rurales ou parmi les enseignants qui effectuent aujourd'hui les remplacements. Dans bien des écoles, la situation va donc

se trouver aggravée.

À tous ces motifs propres à l'Éducation nationale s'en ajoutent bien d'autres, comme les annonces gouvernementales sur l'augmentation de la précarité dans la fonction publique ou l'insuffisance des salaires, bloqués depuis des années.

Les travailleurs de l'Éducation nationale ont exprimé nombreux le 12 novembre leur rejet d'une politique qui détruit les services utiles à la population pour gaver toujours davantage les milliardaires, et ils ont toutes les raisons de ne pas en rester là.

Daniel Mescla

Pétain : serviteur de la bourgeoisie, en 1940 comme en 1914

Même s'il a dû finalement reculer, Macron a voulu célébrer, parmi les maréchaux de la Première Guerre mondiale, la mémoire de Pétain. Pour se justifier, il a déclaré que le « grand soldat » de la guerre de 1914-1918 n'avait rien à voir avec le maréchal d'extrême droite qui a dirigé entre 1940 et 1944 un gouvernement qui a participé au génocide des Juifs et qui a collaboré avec l'Allemagne nazie. Mais vouloir faire croire qu'il y aurait eu deux Pétain, le bon de 1914 et le mauvais de 1940, est une imposture.

En 1914, Pétain n'était qu'un simple colonel. Pour gagner ses galons de maréchal, ce « grand soldat » ne se contenta pas d'envoyer au massacre des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, tous sacrifiés pour défendre les intérêts des capitalistes français. Comme le reste de l'état-major, il contribua aussi à instaurer un climat de terreur sur le front, pour obliger les soldats à marcher à l'abattoir, le revolver sur la tempe. Et quand une partie d'entre eux se révoltèrent au printemps 1917, il dirigea la répression. Il rétablit alors les conseils de guerre qui prononcèrent plus de 530 condamnations à mort ou à perpétuité et la déportation de plus de deux mille soldats. Au passage, il faut reconnaître que Pétain ne

fut en cela ni plus ni moins sanguinaire que les autres maréchaux à qui Macron a rendu hommage.

Les bons et loyaux services de Pétain à la bourgeoisie française ne s'arrêtèrent pas avec la fin de la guerre. En 1925, le gouvernement de gauche lui donna carte blanche pour mater l'insurrection qui avait éclaté dans le Rif marocain contre la colonisation de la France. La répression fut féroce, faisant plus de cent mille victimes. Pétain utilisa les moyens les plus modernes et les plus barbares de l'époque : chars, avions et armes chimiques, comme le gaz moutarde.

En 1934, il fut nommé ministre de la Défense dans un gouvernement d'union nationale composé d'hommes politiques de droite et de

gauche. Puis en 1939 il fut nommé par le dernier gouvernement de la IIIe République ambassadeur dans l'Espagne de Franco.

Quand en 1940 Pétain fut appelé au pouvoir et instaura sa dictature, ses premières mesures furent de pourchasser les militants ouvriers, syndicalistes, communistes, socialistes pour paralyser les réactions éventuelles des travailleurs dans les entreprises. Et s'il choisit la collaboration en 1940, c'est parce qu'il pensait qu'avec la défaite, il fallait en France un pouvoir politique pouvant être l'interlocuteur de l'Allemagne nazie, de façon à sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie française.

Durant sa longue carrière au sein de l'appareil d'État, comme dirigeant militaire, ministre, ambassadeur ou chef de gouvernement, il n'y eut qu'un seul Pétain : toujours fidèle aux possédants, quitte à faire massacrer les soldats, les travailleurs, les exploités en général, y compris les Juifs que l'occupant lui demandait en tribut.

Arnaud Louvet

Loire-Atlantique : onze fusillés pour l'exemple

Les commémorations du 11 novembre ont célébré les « morts pour la France », en réalité les morts pour les intérêts des capitalistes français.

La trahison des partis ouvriers d'il y a cent ans qui, après avoir défendu l'internationalisme ouvrier, se sont du jour au lendemain rangés dans le camp de la bourgeoisie impérialiste, a désarmé l'opposition des travailleurs à ce massacre. Des millions en sont morts, de toutes nationalités, qui n'avaient aucun intérêt à ce que le Cameroun devienne une colonie française plutôt qu'allemande ou que le Liban, l'Irak et la Syrie passent sous le contrôle des bourgeoisies de France ou d'Angleterre.

Quand cette trahison de l'internationalisme et le bourrage de crâne permanent n'ont pas suffi, l'armée a fait taire les récalcitrants... en les fusillant. Et cela dès le début de la guerre.

La presse locale a rappelé opportunément que le soldat Julien Le Madec, né à Nantes, a été fusillé dès octobre 1914, soit moins de trois mois après sa mobilisation, pour avoir refusé de saluer un supérieur. D'après son jugement, il était pour cette raison



considéré comme un individu dangereux.

Dans le seul département de Loire-Atlantique, onze soldats ont subi le même sort. Quand le bourrage de crâne patriotard ne suffit pas, la bourgeoisie sait utiliser la terreur pour faire marcher tout le monde au pas.

Les intérêts des exploités et ceux des capitalistes n'ont vraiment rien de commun!

Correspondant LO

Pouvoir d'achat : des mesures dérisoires

Pour tenter de désamorcer la mobilisation prévue le 17 novembre, le Premier ministre, Édouard Philippe, a annoncé quelques mesurètes au Conseil des ministres. Pas de quoi enrayer la chute du niveau de vie et calmer la colère de nombreux travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat amputé par les hausses de prix.

Une « super-prime » à la conversion de 4000 euros serait instaurée, alors qu'elle était limitée à 2000 euros pour l'acquisition d'un véhicule moins polluant. Cette prime serait réservée aux 20 % les plus modestes... c'est-à-dire à ceux qui, bien souvent, n'ont déjà pas les moyens d'acheter une voiture et d'en assurer l'entretien.

Il en va de même pour la

mise en place d'une prime à la conversion, mot décemment à la mode, pour les chaudières au fioul qui devraient disparaître d'ici dix ans. Cette prime pourrait représenter un tiers du prix d'une nouvelle chaudière, mais cela obligerait les familles concernées à en déboursier les deux-tiers. De plus, en quoi l'acquisition d'une chaudière à gaz, par exemple, résoudre-t-elle la

question du pouvoir d'achat alors que le prix du gaz a lui-même augmenté de 16 % en 2018 ? Ce n'est pas l'augmentation de 50 euros du chèque énergie pour les familles non-imposables en situation de précarité énergétique, qui les sortira justement de la précarité tout court.

Car la question fondamentale est bien celle de la faiblesse du pouvoir d'achat, des salaires, à commencer par le smic, des pensions et des allocations. Comment vivre, se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer aujourd'hui alors que les prix ne cessent d'augmenter ? Les

travailleurs ne veulent pas d'aumône ni d'aides ou de primes. Tous les travailleurs en activité, au chômage ou en retraite, doivent avoir une rémunération décente indexée sur les prix. C'est ce qu'il faudra imposer au gouvernement et au patronat.

Christian Bernac

CO₂ et particules fines : déchets du profit

Dans le contexte de mécontentement dû à l'augmentation des taxes sur les carburants, le gouvernement a annoncé le doublement de la prime de conversion versée aux particuliers ou professionnels qui mettent à la casse un ancien véhicule pour en acheter un plus récent, censé être moins polluant.

Pendant des décennies, les travailleurs qui avaient les moyens les plus réduits et qui faisaient le plus de kilomètres, ont été incités à acheter des voitures diesel, pour le plus grand profit de groupes automobiles comme PSA. On les tient maintenant pour responsables de la pollution et leurs voitures se retrouvent interdites à Paris certains jours. Ils subissent

de plein fouet l'augmentation des prix et des taxes et il faudrait qu'ils trouvent le moyen de se passer de leur vieille voiture ! Or, même augmentée, la prime de conversion ne concernera que la minorité qui aura les moyens de se racheter une voiture.

La prime, qu'on nous présente comme créée pour lutter contre la pollution,

sert en réalité à aider les constructeurs. Ainsi ses critères d'attribution sont liés à l'âge du véhicule et non à son caractère polluant. On peut donc l'utiliser pour acheter... un véhicule diesel ! Ou encore une voiture à moteur thermique, qui émet du CO₂ dans des proportions deux fois et demie supérieures à ce que l'Union européenne veut interdire dès 2021.

L'État ne se contente pas

de laisser les constructeurs produire des véhicules polluants, y compris en fermant les yeux quand ils trafiquent leurs moteurs pour les faire passer pour moins polluants, comme ça a été le cas au moment du Dieselgate. Il les aide à écouler leurs véhicules !

Une économie animée par le profit privé et qui repose sur le marché et la concurrence ne peut

pas apporter de réponse aux questions écologiques. Gérer rationnellement les ressources et la production, en se donnant les moyens de trouver et de mettre en œuvre des solutions motivées par les besoins et le bien-être actuels et futurs de la population, nécessiterait de ne pas hésiter à imposer ces solutions contre les intérêts des capitalistes.

Nicolas Carl



Vente de voitures d'occasion... dont nombre de diesel !

Rencontres LO-NPA : des divergences politiques

Une quatrième rencontre a eu lieu entre les représentants du NPA et ceux de Lutte ouvrière pour continuer à discuter des perspectives dans lesquelles chaque organisation entend intervenir lors des prochaines élections européennes.

Le NPA a envoyé à LO un texte faisant le bilan des divergences discutées et indiquant les axes politiques qui, selon lui, pourraient être ceux d'une campagne commune.

Ces camarades résumaient déjà leur démarche dans un article de leur hebdomadaire, *L'Anticapitaliste*, daté du 6 septembre : « Nous sommes favorables à des listes communes de nos deux organisations, mais à condition que le contenu défendu par ces listes réponde aux enjeux de la période, contre Macron, l'UE et pour les migrants. » Et, dans l'édition du 8 novembre, ils ont précisé leur position sur l'Union

européenne : « Si l'on veut un tant soit peu défendre une politique rompant avec l'austérité, il faut être prêt à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire la rupture avec l'Europe capitaliste, ses traités et ses institutions. »

Nous avons déjà dit que donner ainsi aux institutions européennes une responsabilité prépondérante dans les attaques menées contre les travailleurs et les couches populaires, c'était participer à une tromperie orchestrée par les partis bourgeois. Montrer du doigt ces institutions plutôt que les capitalistes pour le compte desquels elles agissent, c'est une diversion, et même une

diversion dans un sens réactionnaire, celui du nationalisme. Cet alignement politique ne peut être entendu que comme une participation « d'extrême gauche » au camp anti-Europe.

En ce qui concerne Lutte ouvrière, depuis le début des discussions, nous disons quelle campagne, en tant que communistes révolutionnaires, nous voulons mener. Le contexte de crise profonde du système capitaliste met la classe ouvrière face à des responsabilités majeures. En même temps qu'elle doit se battre pour ses besoins immédiats, contre les attaques du patronat et du gouvernement, et retrouver le chemin des luttes collectives pour défendre ses conditions d'existence, elle doit combattre les forces d'extrême droite qui sont pour elle un danger mortel.

La conscience des travailleurs est cependant en retard sur les nécessités de la situation, et notre tâche est de nous adresser à eux et de leur dire la vérité sur les dangers de la situation actuelle. Nous devons leur dire que, s'ils ne veulent pas être écrasés, ils doivent se battre pour leurs intérêts collectifs et que cela implique de remettre en cause la domination du grand capital.

Les divergences entre nos deux organisations ne sont pas nouvelles. Dans le passé, ces divergences ne nous ont pas empêchés de faire des listes communes, la dernière fois en 2004. C'était avec la LCR, qui se revendiquait du trotskysme. Le passage de la LCR au NPA a signifié l'abandon de cette référence. Mais, si nous ne voyons pas aujourd'hui comment concevoir une

campagne commune, c'est surtout parce que la situation a fondamentalement changé. L'aggravation de la crise et ses conséquences politiques nous imposent d'affirmer notre programme révolutionnaire, sans en brouiller le contenu et les perspectives au milieu d'une campagne fourre-tout.

Si LO et le NPA se retrouvaient à présenter chacun une liste, cela permettrait au moins une expression libre et complète de chacune des deux organisations. Et, dans cette période de reculs réactionnaires, cela ne nous empêcherait pas d'agir en commun pour affirmer notre opposition aux attaques contre la classe ouvrière, à celles contre les migrants, ou encore sur d'autres terrains.

Pierre Royan

Guadeloupe : le scandale du manque d'eau potable

Dans cette île des Antilles françaises, la population subit depuis plusieurs années des coupures d'eau répétées. Et, lorsque l'eau coule au robinet, elle est rarement potable.

Ce scandale a récemment fait l'objet d'un reportage au journal télévisé de France 2. Il a dénoncé des coupures d'eau pouvant durer jusqu'à 24 heures. En réalité, certains habitants peuvent rester sans eau courante des semaines, voire des mois durant!

Les coupures de 24 heures sont devenues la norme dans de nombreuses communes, les structures chargées de la distribution de l'eau ayant mis en place des «tours d'eau». Un planning est diffusé régulièrement, notamment dans la presse, où l'on annonce aux habitants qu'ils seront coupés une ou deux fois dans la semaine. Mais ce planning est rarement respecté. On découvre tout simplement que l'eau ne coule pas. Il faut ajouter à ces «tours d'eau» les événements accidentels, comme les ruptures de canalisation ou les fortes pluies, qui interrompent aussi la distribution.

Pendant des années, les autorités ont inventé des prétextes farfelus pour expliquer cette situation scandaleuse. Un coup, c'était les touristes, nombreux à certaines périodes, qui consommaient beaucoup d'eau. Une autre fois, c'était à cause de la sécheresse... dans cette île de la Caraïbe où il pleut bien plus qu'en région parisienne et où des dizaines de rivières coulent à flot.

En Guadeloupe, où il y a de l'eau à profusion, tout le monde reconnaît maintenant que la pénurie est due à la vétusté du réseau d'adduction en eau potable. Plus de 60% de l'eau produite se perd, car les tuyaux fuient à tous les niveaux.

La multinationale Veolia est responsable de ce problème. Pendant 69 ans, sa filiale, la Générale des eaux, devenue Veolia, a bénéficié d'un quasi-monopole en Guadeloupe. Elle a encaissé les factures, arrosé

les élus pour s'assurer leur bienveillance, et laissé le réseau à l'abandon. Lorsque le problème est devenu trop lourd, en 2017, la Générale des eaux a plié bagage et a transféré la distribution de l'eau aux collectivités locales. Ces dernières, déjà lourdement endettées, sont bien sûr incapables de financer les travaux de rénovation nécessaires, dont on estime le coût réel à 900 millions d'euros. Quant aux politiciens locaux, ils ont laissé cette situation perdurer pendant des années, jusqu'au pourrissement d'aujourd'hui.

Les coupures d'eau sont donc maintenant de plus en plus fréquentes. La situation est dramatique dans certaines zones, en particulier le sud de la Basse-Terre.

Parmi les personnalités locales interviewées par France 2, Lucette Michaux-Chevry, figure politique de l'île, a osé parler sans honte du «plaisir d'attendre». Elle qui fut ministre, présidente du conseil général et du conseil régional, maire du chef-lieu Basse-Terre, préside maintenant



FRANCE 2

la communauté d'agglomération du sud Basse-Terre (CASBT) qui a entre autres la charge des questions d'adduction d'eau. Actuellement, elle se trouve mise en examen dans l'affaire de détournement de fonds publics de la CASBT, pour «association de malfaiteurs, prise illégale d'intérêts, détournement de fonds publics, escroquerie en bande organisée, recel d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux.»

Un autre notable, le maire de Saint-François,

Laurent Bernier, n'hésite pas à blâmer la population, qu'il accuse de ne pas payer avec assez d'empressement ses factures d'eau. Mais ce que France 2 n'a pas signalé, c'est que l'eau, quand elle coule, est souvent contaminée par des polluants comme le chlordécone, voire par des bactéries d'origine fécale.

S'agissait-il de ne pas trop ternir la carte postale de Karukéra, nom caraïbe de la Guadeloupe, qui signifie «l'île aux belles eaux»?

Max Rodon

Injustice flagrante à l'université

Depuis la rentrée, à la faculté de droit et de sciences économiques de Fouillole, en Guadeloupe, une étudiante, Wendy, est en conflit avec la direction de l'université, qui refuse de l'inscrire en deuxième année.

Le conflit a commencé suite à la perte de sa copie. Depuis, cette copie a été retrouvée, mais la direction en conteste la validité.

Cette affaire est symptomatique du fonctionnement de l'université. Il n'est pas rare que les copies soient perdues, que des registres de notes s'envolent dans le cartable d'un professeur parti en vacances, que les feuilles d'émargement ne comportent au petit bonheur qu'entre un tiers et la moitié des étudiants inscrits. Dans le doute, l'administration colle d'autorité des zéros ou des absences, pour combler les cases vides dont elle est elle-même responsable.

Peu de jeunes osent réclamer, face à une administration qui pratique la loi du plus fort et le mépris social. Une grande partie de ces étudiants sont issus de milieux très populaires et ressentent ce mépris, sans oser réagir pour autant. Ils savent pourtant qu'un jeune issu de milieu favorisé, ami de riches békés par exemple, a bien plus de

chances de faire valoir ses droits. Bien sûr, cela est vrai partout mais, en Guadeloupe, le passé colonial renforce ces comportements.

Les restrictions budgétaires rendent difficile le fonctionnement de la faculté et entraînent une désorganisation à laquelle l'encadrement répond par un autoritarisme grossier envers les parents et les jeunes.

Dans une lettre ouverte au doyen de la faculté des sciences économiques et juridiques de Fouillole, une universitaire à la retraite a dénoncé les conditions d'enseignement et les rapports entre les élèves et le corps professoral. Les professeurs ont face à eux 600 étudiants dans des amphithéâtres bondés, étudiants que beaucoup considèrent avec mépris, ayant eu un «bac de merde» selon leur expression. Dix à quinze pour cent de ces jeunes seulement passeront en deuxième année. Autant dire que l'objectif est de faire un tri drastique parmi eux. Les abus



CRCI FM

d'autorité sont d'autant plus facilités. Cette ex-enseignante écrit: «Dans ces histoires de listes d'examen mal faites, jamais corrigées, trop d'étudiants ont accepté cette injustice, de peur

d'être saqués.»

Il y a eu plusieurs rassemblements pour défendre l'entrée en seconde année de Wendy et obliger la direction de la faculté à en finir avec ces pratiques.

L'affaire qui oppose Wendy aux dirigeants de l'université des Antilles a été portée sur la place publique et c'est une première étape. Mais le combat continue.

Inès Rabah

Chlordécone : une promesse de Macron... repoussée

Fin septembre, lors de son déplacement aux Antilles, Macron avait déclaré que «l'État devait prendre sa part de responsabilité» dans l'affaire du chlordécone, un pesticide qui menace la santé de celles et ceux qui ont travaillé à son contact et qui a pollué les terres où il a été employé.

Mais, jusqu'à présent,

tous les amendements prévoyant l'augmentation, d'à peine un million d'euros, du budget consacré à la dépollution du terrain ont été repoussés à l'Assemblée nationale.

Les souffrances que ce pesticide a engendrées pour la population en Martinique et en Guadeloupe sont ainsi traitées à la

légère. Il faudra attendre l'an prochain pour savoir si, au final, la promesse sera tenue ou abandonnée. Et, en attendant, il y a de quoi faire se lever une nuée de doigts d'honneur aux Antilles, et pas seulement un, comme cela s'est produit lors du dernier voyage du président.

Jacques Fontenoy

États-Unis : des catastrophes pas seulement naturelles

Une série de feux dévaste à nouveau de larges zones de Californie. Le plus meurtrier a brûlé la petite ville de Paradise et ses environs, tuant au moins 50 personnes. Plus de 200 autres étaient encore manquantes et, dans la confusion de l'évacuation, elles peuvent aussi en avoir été victimes. 7 000 bâtiments sont détruits, dont plus de 6 000 maisons.

L'ampleur de l'incendie est telle que l'atmosphère de la région très peuplée de la baie de San Francisco, distante de 230 kilomètres, est enfumée. À 800 kilomètres plus au sud, près de Los Angeles, le feu de Malibu brûle toujours, ce qui a obligé quelques stars d'Hollywood à abandonner aux flammes leur luxueuse villa.

La cause directe du feu de Paradise est peut-être le dysfonctionnement d'une des lignes électriques gérées par la compagnie de gaz et d'électricité PG & E. En tout cas, les actionnaires de cette compagnie se sont pressés de se débarrasser de leurs actions, qui ont perdu 48 % de leur valeur en deux jours. Il est certain que la maintenance des lignes électriques n'est pas une priorité de la direction de PG & E. L'an dernier, les installations de cette compagnie ont causé le

départ de pas moins de seize feux.

Ces désastres sont aussi liés à un climat plus sec, année après année, sur tout l'ouest de l'Amérique du Nord. Fin 2017, on comptait en Californie 129 millions d'arbres morts, pouvant servir de combustible à des feux. La saison des feux de forêt, qui auparavant atteignait son pic après l'été en octobre, avance de plus en plus. En juillet, la sécheresse est déjà très marquée et elle dure des mois. Cette saison dangereuse dure à présent 222 jours dans l'année, soit 80 jours de plus qu'il y a trente ans. Cette année, en Californie, elle a commencé dès le mois de février, et on y déplore à ce jour 56 feux d'ampleur. Certains sont si étendus et situés dans des terrains si peu accessibles que, malgré leur mobilisation neuf mois sur douze,



les pompiers, dont certains en sont aussi victimes, ont toutes les peines du monde à les éteindre.

Des feux se déclarent de plus en plus souvent dans tous les États de l'Ouest américain : ils sont plus meurtriers en Californie, car cet État est peuplé de presque 40 millions d'habitants. Ceux-ci sont de plus en plus

nombreux à s'éloigner des grandes agglomérations pour faire construire des maisons dans des zones de collines boisées, parce que cela coûte moins cher, ou bien parce que le cadre de vie y est d'ordinaire plus agréable. Depuis vingt ans, ce type d'habitat s'est accru de 43 % en Californie, mais ce sont ce type de maisons et

leurs habitants qui sont les victimes du feu de Paradise.

Ces catastrophes récurrentes sont ainsi d'autant plus meurtrières que, même dans une des régions les plus riches de la planète, la société capitaliste est incapable de planifier son développement et de maîtriser son environnement.

Lucien Déroit

Italie : un gouvernement réactionnaire sur tous les plans

Samedi 10 novembre, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie contre le projet de loi Pillon sur « la garde partagée des enfants », qui s'attaque en réalité aux droits des femmes.

L'auteur du projet de loi, le sénateur de la Ligue Simone Pillon, est connu pour ses positions ultraréactionnaires. Il est le fondateur d'un Family Day célébrant les vertus de la famille catholique et du mariage, par opposition à l'union libre – sans même parler de l'union entre personnes de même sexe jugée abominable – ou de l'avortement qu'il assimile à un meurtre d'enfant.

Sous prétexte « d'équilibrer le temps de garde accordé aux deux parents » et de « veiller au bien-être des enfants malgré les mésententes des parents »,

la loi Pillon remet en cause le droit de séparation et le divorce. Elle prévoit une médiation familiale obligatoire, la garde partagée strictement égale entre la mère et le père et la fin des pensions alimentaires, chaque parent devant subvenir aux besoins de son enfant durant son temps de garde. Pour les femmes, et en particulier celles des classes populaires, c'est une pression pour qu'elles renoncent à se séparer de leur conjoint quand et comme elles le souhaitent, y compris en cas de violences. À cette dernière

critique, Pillon a répondu : « Je suis sensible à la cause des femmes victimes de violences, mais tout autant à celle des hommes accusés à tort » !

En revendiquant ce projet de loi qui promet de renvoyer les couples et les femmes des décennies en arrière, le gouvernement Salvini – Di Maio fait plaisir à son électorat traditionnel tout en faisant avaler une couleuvre de plus au Mouvement 5 étoiles et à la partie de son électorat venue de la gauche.

Dans plus de cinquante villes du pays, des cortèges, des sit-in, des assemblées ont rassemblé des femmes et des hommes aux cris de : « C'est nous qui décidons de nos vies, de nos relations et de nos



« La lutte ne peut s'arrêter, Pillon tu dois partir. »

désirs ». Bien des combats ont été nécessaires pour imposer le divorce, la contraception et le droit à l'avortement. Il

faudra les poursuivre pour que le projet Pillon aille à la poubelle.

Nadia Cantale

Maroc : les mines de Jerada continuent de tuer

Ces jours-ci, au Maroc, cinq habitants sont encore morts en essayant d'extraire du minerai près de Jerada.

Dans cette cité minière dont les mines ont fermé en 2001 et où d'importantes manifestations se sont succédé durant plusieurs mois pour réclamer, entre autres, de vrais emplois, rien n'a bougé en faveur des habitants. La contestation avait

débuté après la noyade en décembre 2017 de deux frères, qui cherchaient du charbon dans un des boyaux désaffectés. Ils exploitaient les mines, comme la plupart des habitants, au péril de leur vie, pour quelques dizaines d'euros. L'indignation et la

colère avaient soulevé durant des mois tous les habitants des villages proches des mines. Ils s'étaient organisés en comités de quartier pour agir. En février dernier, le roi Mohamed VI avait envoyé ses conseillers et ministres pour, en définitive, demander à la population d'attendre que des fonds soient débloqués pour divers projets à venir.

En mars, des manifesta-

tions ont repris pour demander du concret et aussi la libération de dizaines de prisonniers. Car, si le gouvernement refuse de proposer aux habitants de Jerada un vrai travail et des infrastructures publiques correctes, comme un dispensaire pour les malades de la silicose, il n'hésite pas à réprimer. Des procès de dizaines de manifestants des derniers mois sont en

cours, et des condamnations pleuvent, y compris de la prison ferme, pour certains.

Le pouvoir voudrait faire taire la contestation par la peur. Mais les familles des détenus ne se laissent pas intimider et font pression lors des procès. Ces cinq derniers décès font encore plus réagir la population.

Malika Farès

Yémen: vrais vainqueurs, les capitalistes de l'armement

« Il n'y aura pas de vainqueur dans cette guerre. Donc, il faut arrêter les frais », a osé dire Le Drian, ministre des Affaires étrangères, récemment sur France 2, alors qu'il était interrogé sur la sale guerre menée au Yémen, selon ses propres mots.

Le ministre sait parfaitement de quoi il parle. En tant que ministre de la Défense de Hollande, il avait joué son rôle de VRP de l'industrie de l'armement et accompagné la conclusion de multiples contrats, en particulier avec deux des principaux acteurs locaux de l'écrasement de la population yéménite sous les bombes: l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Depuis trois ans et demi, cette guerre s'est intensifiée au Yémen, menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, en appui au gouvernement en exil du président Mansour Hadi dans sa tentative d'écraser les

rebelle chiites houtistes, soutenus eux par l'Iran. Une ONG estime que, depuis mars 2015, 50 000 yéménites ont été tués, sans compter les décès dus à la famine. Près de la moitié de la population, soit 14 millions de femmes, hommes et enfants, en sont à présent menacés. Des images insoutenables ont été diffusées, conduisant les représentants des grandes puissances, États-Unis, Grande-Bretagne et France, à manifester une émotion de façade, après qu'en dix jours, début novembre, 36 raids aériens se sont acharnés sur le port d'Hodeida, en particulier sur un seul quartier

périphérique de l'est de la ville. Frapper Hodeida fait partie de la stratégie de la coalition, pour contraindre les houtistes à céder en leur coupant la seule voie d'accès aux hauts plateaux du nord.

Le 11 novembre, les frappes ont été tellement ciblées que des centaines de patients ont même dû fuir l'hôpital, leur perfusion à la main. Le secrétaire général de l'ONU a jugé urgent d'avertir sur les conséquences d'une éventuelle destruction du port, point d'entrée de la majorité des importations du pays. La famine qui sévit déjà en serait inévitablement aggravée.

Mais il est possible que cet avertissement, comme ceux émanant de Trump et de Macron, ne vise à rien d'autre qu'à préparer l'ONU à jouer un rôle, une fois que le port d'Hodeida aura été conquis et les rebelles ainsi mis le dos au mur. Une telle «paix» viendrait alors opportunément sanctifier l'œuvre de guerre menée à son terme par l'Arabie saoudite, avec tout le soutien des dirigeants occidentaux.

Les dirigeants occidentaux ont saisi l'occasion de se donner le beau rôle après l'assassinat à Istanbul du journaliste américano-saoudien Khashoggi par les barbouzes

de Riyad. Les ONG qui dénonçaient depuis des années un «carnage humanitaire» à Sanaa et dans toute la région ouest du Yémen n'avaient pas obtenu cette audience. Mais ni les uns ni les autres n'ont influé sur la livraison à Riyad ou Abou Dhabi des patrouilleurs maritimes par la CMN (Constructions mécaniques de Normandie), des canons Caesar par Nexter, des corvettes Gowind par NavalGroup, ou des Airbus multirôles. Les bonnes affaires des magnats de l'armement pas plus que la gestion des zones d'influence ne peuvent être perturbées pour si peu.

Viviane Lafont



Derrière les bateaux, le port d'Hodeida détruit.

Gaza: à nouveau sous les bombes israéliennes

Pendant plusieurs jours, la bande de Gaza a été de nouveau soumise aux bombardements israéliens. En réponse à des tirs de roquettes effectués depuis l'enclave palestinienne, l'aviation israélienne a effectué une centaine de raids, visant des sites militaires et civils. Au moins un Israélien et trois Palestiniens ont été tués.

Dimanche 11 novembre, l'opération d'incursion d'un commando israélien dans la bande de Gaza a donné lieu à des affrontements au cours desquels un officier israélien et sept miliciens palestiniens, dont un dirigeant du Hamas, ont trouvé la mort. La plupart des détails de ce raid sont restés soumis à la censure militaire en Israël et n'ont pas pu être publiés, y compris l'identité du soldat israélien qui a été tué. L'armée israélienne mène couramment ce type d'opérations, notamment pour se livrer à des assassinats de militants palestiniens. Cette fois-ci, cela a mal tourné et a été le point de départ d'une escalade guerrière qui n'avait manifestement pas été voulue ni prévue par les dirigeants israéliens. Mais c'est toute la politique qu'ils ont menée depuis des années qui a contribué à transformer la bande de Gaza en une véritable poudrière susceptible d'exploser à la moindre

étincelle.

À trois reprises, en 2008, 2012 et 2014, l'armée israélienne a bombardé et ravagé ce petit territoire de 360 kilomètres carrés où vivent deux millions d'habitants. Depuis dix ans, soumis à un blocus qui asphyxie totalement leur économie, les Gazaouis doivent survivre dans des conditions de plus en plus dramatiques, privés

d'accès à l'eau potable et ne disposant d'électricité que quelques heures par jour. La suppression de l'aide américaine, décidée par Trump il y a quelques mois, a encore aggravé la situation, mettant en péril l'approvisionnement en nourriture, assuré en grande partie par l'aide humanitaire.

Depuis le mois de mars, des manifestations sont organisées chaque semaine à la frontière qui sépare la bande de Gaza d'Israël. Plus de 200 Palestiniens ont été tués, victimes des tirs de soldats ou des frappes des avions israéliens. En continuant de nier tout droit aux Palestiniens et en opposant la répression



L'immeuble bombardé de la télévision du Hamas.

à leur révolte légitime, les dirigeants israéliens, avec la complicité des puissances impérialistes, celle des États-Unis en premier lieu,

condamnent les populations de la région à vivre en permanence sous la menace d'une nouvelle guerre.

Marc Rémy

Grèce: l'aide aux migrants condamnée

L'organisation Human Rights Watch dénonce l'emprisonnement de Sarahardini, une militante humanitaire de 23 ans, arrêtée cet été par la police en Grèce. Son seul crime est d'avoir empêché que des migrants meurent en mer.

Elle-même réfugiée syrienne, Sarahardini s'était rendue célèbre avec sa sœur Yusra en août 2015: alors qu'elles se trouvaient

avec 18 autres migrants à bord d'un petit canot pneumatique tombé en panne en mer Égée, entre la Turquie et Lesbos, les deux sœurs s'étaient jetées à l'eau et avaient tiré le canot jusqu'à cette île. Surnommée depuis «la sirène de Damas», Yusraardini a brillé aux JO de Rio l'été 2016, dans l'équipe des athlètes réfugiés. Quant à Sarahardini, devenue étudiante en sciences

économiques et sociales en Allemagne, elle milite depuis août 2017 à Lesbos auprès du ERCI (Centre international d'intervention d'urgence) et a participé à des opérations de recherche et de sauvetage en mer.

Cela lui a valu d'être arrêtée le 21 août dernier à l'aéroport de Lesbos, alors qu'elle s'appretait à rentrer en Allemagne. En prison à Athènes, accusée de

participation à une organisation criminelle, violation de secrets d'État et recel, elle risque la perpétuité.

Après avoir fui son pays ravagé par la guerre et échappé mille fois à la mort, elle se retrouve emprisonnée en Europe, peut-être à vie, pour avoir sauvé d'autres migrants de la noyade. Le sort de Sarah en dit long sur la barbarie de cette société.

Julie Lemée

Novembre 1938 : la Nuit de cristal et la marche vers la barbarie

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, Hitler lançait ses troupes à l'assaut des synagogues et des magasins tenus par des Juifs dans toute l'Allemagne. Après ce qui allait rester dans l'histoire comme la Nuit de cristal, 276 synagogues et 7 000 magasins étaient détruits. 91 personnes avaient été tuées. 35 000 furent envoyées en camp de concentration où, pour la plupart, elles allaient périr. Les nazis, qui avaient attisé l'antisémitisme dès avant leur accession au pouvoir, commettaient ainsi leur premier pogrom de masse.

Hitler était arrivé au pouvoir en janvier 1933, s'appuyant sur tous les préjugés sociaux et raciaux qu'il trouvait. Comme l'a écrit Trotsky : « Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre » L'antisémitisme vint en bonne place.

Le nazisme au pouvoir

La crise de 1929 avait durement frappé l'Allemagne, affaiblie par la défaite de 1918 et le traité de Versailles qui l'avait réduite à la portion congrue. Les millions de déclassés de la crise furent la base sociale du nazisme. La situation sans issue de la bourgeoisie allemande la décida à financer Hitler et à le porter au pouvoir, pour qu'il écrase les organisations de la classe ouvrière et ait ainsi les mains libres pour lancer le pays dans une nouvelle guerre impérialiste pour le partage du monde.

Les milices nazies s'étaient fait la main en martyrisant et assassinant des Juifs. Mais leur objectif principal était les partis et les syndicats ouvriers. Or, si les militants de ces organisations étaient capables d'un dévouement sans limite, aucune de leurs directions n'était capable de mener une lutte résolue contre le nazisme. Hitler fut appelé au pouvoir par le maréchal Hindenburg, pour lequel le Parti socialiste avait appelé à voter... afin de faire barrage à Hitler. Le Parti communiste allemand, lui, se refusa à organiser toute défense armée unie des travailleurs contre les nazis, au prétexte que les socialistes étaient les « frères jumeaux » des nazis.

Après la mise en scène de l'incendie du Reichstag, le Parlement allemand, fin février 1933, Hitler

déclencha une terrible offensive contre les organisations ouvrières. Les premiers camps de concentration furent créés, dans lequel des dizaines de milliers de militants furent torturés et assassinés.

Une fois installé, le régime avait cependant toujours besoin de boucs émissaires. Dès 1933, le pouvoir organisait le boycott des commerces juifs et la révocation des fonctionnaires « non aryens ».

En 1935, les Juifs perdaient la citoyenneté allemande et les mariages avec des « Aryens » étaient interdits. À l'approche de la guerre, les persécutions s'amplifièrent. Au début de l'année 1938, les passeports des Juifs allemands furent confisqués et des milliers furent expulsés.

Herschel Grynszpan

En novembre 1938, un jeune Juif allemand d'origine polonaise, Herschel Grynszpan, entré en France sans visa, recevait une lettre de sa sœur restée en Allemagne :

« Mon cher frère, Jeudi soir des bruits couraient que tous les Juifs polonais d'une ville voisine avaient été expulsés. (...) On nous a fourré dans la main un ordre d'expulsion. Nous devons quitter l'Allemagne avant samedi. »

15 000 Juifs polonais allaient être chassés vers leur pays d'origine et bloqués à la frontière. Pour protester contre le sort des siens et faire réagir la communauté internationale, ce jeune garçon âgé de 17 ans décida seul de commettre un attentat. Le 7 novembre, en l'absence de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, qu'il visait, il tira sur un des secrétaires de l'ambassade, Ernst von Rath.

Le régime nazi s'empara immédiatement de l'affaire



Les Juifs arrêtés durant la Nuit de cristal à Baden-Baden.

pour en faire un prétexte.

Von Rath agonisant fut élevé au rang de conseiller de l'ambassade. Et, alors qu'il n'était pas pronazi, Hitler en fit un martyr de sa cause. Quelques heures après son décès, Goebbels, ministre nazi de la Propagande, prononça un discours devant des dirigeants de son parti : « Des manifestations spontanées se déroulent contre des magasins juifs et des synagogues. Pour le Führer, les choses sont claires. Les actions ne doivent pas être menées par le parti [nazi]. Mais si elles ont lieu spontanément, rien ne doit s'y opposer. » Ce fut la Nuit de cristal, ses destructions et ses lynchages.

Le bon voisinage du gouvernement français avec Hitler

Malgré les exactions contre les Juifs et la féroce dictature imposée à la population en Allemagne, la Grande-Bretagne et de la France ménagèrent

Hitler. Le monde était sous la menace d'une nouvelle guerre. Mais les vieilles puissances impérialistes anglaise et française cherchaient à éviter une nouvelle confrontation. Leurs empires coloniaux étaient des possessions totalement disproportionnées au regard de leur puissance économique dépassée. Et ces puissances impérialistes craignaient que la guerre n'allume l'incendie révolutionnaire dans leurs colonies et dans leur métropole.

Elles venaient alors d'opérer un revirement diplomatique en direction de Hitler. Après avoir annexé l'Autriche, celui-ci menaçait d'envahir aussi les Sudètes, région germanophone située en Tchécoslovaquie. À la conférence de Munich, fin septembre 1938, les dirigeants des quatre puissances impérialistes européennes – Hitler pour l'Allemagne, Mussolini

pour l'Italie, Chamberlain pour la Grande-Bretagne et Daladier pour la France – se mirent d'accord pour donner les Sudètes à Hitler et mettre au pouvoir sur le reste du pays une dictature militaire favorable au régime nazi. Pour les dirigeants impérialistes anglais et français, il s'agissait de pousser Hitler vers l'est, contre l'URSS. Et les massacres antisémites ne pesèrent pas lourd dans la balance de leurs calculs.

Un mois après la Nuit de cristal, les ministres des Affaires étrangères allemand et français signaient une déclaration « de bon voisinage ».

Moins d'un an plus tard, le monde allait basculer dans la guerre. Les persécutions à l'encontre de la population juive annonçaient la politique d'extermination de millions de Juifs d'Europe et toute la barbarie de la Deuxième Guerre mondiale.

Pierre Royan

Trotsky et l'attentat de Grynszpan

Le 30 janvier 1939, Trotsky écrivait à propos de l'attentat commis à l'ambassade d'Allemagne :

« Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant, nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. Notre sympathie est d'autant plus grande que Grynszpan n'est pas un militant politique, mais un jeune, inexpérimenté, presque un enfant, dont le sentiment

d'indignation a été l'unique conseiller. (...)

Les staliniens ont glissé dans l'oreille de la police que Grynszpan fréquentait des « réunions de trotskystes ». Malheureusement, ce n'est pas vrai car, s'il avait circulé dans le milieu de la IV^e Internationale, il aurait trouvé une issue toute différente et plus efficace à son énergie révolutionnaire. Ils deviennent rares les gens qui soient même capables de s'indigner contre l'injustice et la bestialité. Mais ceux qui, comme Grynszpan, sont capables d'agir conformément à ce qu'ils pensent, prêts au sacrifice de leur vie, sont le précieux levain de l'humanité. »



Herschel Grynszpan, juste après son arrestation.

Migrants : la solidarité en procès



Manifestation de soutien à Gap, le 8 novembre.

Jeudi 8 novembre avait lieu à Gap le procès de sept militants venus en aide aux migrants dans le département des Hautes-Alpes.

Le prétexte retenu contre eux est de leur avoir permis d'entrer sur le territoire français lors de la manifestation du 22 avril qui avait traversé la frontière en contournant un barrage de gendarmerie.

Cette manifestation visait à dénoncer l'opération médiatique du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire qui, la veille, avait « bloqué » la frontière. En effet, une centaine de ces individus escortés de deux hélicoptères avaient installé un grillage de chantier en plastique au col de l'Échelle pour « veiller à ce qu'aucun

clandestin ne puisse rentrer en France ».

Les militants solidaires avec les migrants sont poursuivis en justice et seront peut-être condamnés car le procureur requiert entre six et douze mois de prison avec sursis pour tous et quatre mois ferme pour deux d'entre eux. En revanche, les nervis d'extrême droite, qui ont continué leurs rondes en pick-up pendant plusieurs semaines pour intercepter des migrants et les livrer à la police, ne font l'objet d'aucune poursuite. Pour se défendre de rester inactif

dans ce dossier, le procureur de Gap avait annoncé en mai avoir ouvert une enquête « pour immixtion dans une fonction publique », qui, sans surprise, n'a été suivie d'aucune interpellation.

Non seulement l'État laisse ainsi impunis ceux qui se permettent des chasses à l'homme contre les migrants, mais il sanctionne ceux qui se montrent solidaires. Comme le dit un des accusés : « On n'a pas à être condamné pour avoir aidé des gens à ne pas mourir dans la neige ». Mais c'est bien la solidarité au sein des classes populaires que l'État veut réprimer.

Léna Pigalli

Mayotte – Comores : les expulsions reprennent... officiellement

Le 6 novembre, le ministère des Affaires étrangères comorien a publié un communiqué dans lequel il est annoncé que les reconduites vont reprendre, en accord avec les autorités françaises.

Depuis le 21 mars 2018, l'Union des Comores n'acceptait plus, du moins officiellement, les retours sur leur territoire des Comoriens et d'autres migrants venus à Mayotte. En représailles, la France avait décidé de ne plus délivrer de visas. En réalité, les reconduites se sont poursuivies, mais à un rythme moins élevé.

Après des décennies de colonialisme, la France a quitté trois des quatre îles comoriennes et les a laissées dans le dénuement le plus total, ne coopérant que pour organiser en sous-main des coups d'État.

Les restrictions de circulation instaurées par le visa Balladur ont poussé les Comoriens à traverser illégalement et au péril de leur vie les 70 kilomètres de mer séparant Anjouan de Mayotte, où des milliers de pauvres ont été engloutis.

Il est absurde et criminel de prétendre limiter l'aspiration des populations de la planète à échapper à la misère et à l'oppression sous prétexte de protéger les intérêts de moins mal lotis. À Mayotte, département français depuis 2011, la population est sacrifiée sur l'autel des profits capitalistes

auxquels l'État réserve l'essentiel de ses ressources. Les conséquences de cette politique sont manifestes : chômage massif, délabrement des services publics de la santé, de l'éducation, du logement, des infrastructures de transport, etc. Prendre les réfugiés comoriens comme boucs émissaires des frustrations engendrées par ce système est comme mode pour ceux, agitateurs d'idées xénophobes et hommes politiques irresponsables, qui ne veulent pas le combattre.

Ces gens-là se réjouissent à l'annonce de la reprise des reconduites à la frontière, mais ce n'est pas cela qui améliorera la situation sociale.

Correspondant LO

Montagne d'or : au mépris des hommes

« La réaction de l'or en fonction d'événements géopolitiques est en train de réémerger », vient de déclarer un analyste de la banque Citygroup, faisant allusion à la remontée des cours du métal jaune chez les spéculateurs professionnels, en cette période de guerre commerciale entre États capitalistes.

Cette remontée des cours vient sans doute à point nommé renforcer les arguments des partisans de la Montagne d'or, ce projet d'extraction d'une mine aurifère dans l'ouest de la Guyane. Ce projet est présenté par la CMO, la Compagnie minière Montagne d'or, coentreprise entre la société russe Nordgold et la firme canadienne Columbus Gold, et soutenu par Macron, ministre de l'Économie puis président. Ses promoteurs capitalistes en espèrent l'extraction de 85 tonnes d'or, l'équivalent de trois milliards d'euros. Ils clament que le projet, soumis prochainement à l'accord du gouvernement, créera 750 emplois censés durer douze ans, dont 90% attribués à des habitants guyanais. Dans une collectivité où ils sont pour 40% au chômage, l'argument du développement est bien le seul qui ait une chance de toucher la population.

Car pour le reste, « l'impact écologique réduit au maximum » dont se targue le président de la CMO est catastrophique. 1 500 hectares de forêt amazonienne détruits, dont près de 600 de forêt primaire ; l'utilisation de 57 000 tonnes d'explosifs, de 142 millions de tonnes de fioul, de 46 000 tonnes de cyanure dans le processus de récupération du métal par lixiviation... Tout dans cette énumération est fait pour inquiéter la population riveraine, en particulier les peuples autochtones qui vivent en forêt.

L'engagement du président de la CMO de « réhabiliter après exploitation », en replantant quelques sapins et en cachant les gravats sous le tapis, ferait sourire s'il ne témoignait pas d'un total mépris pour les femmes, les hommes et leur environnement.

Tous les arguments les plus fallacieux sont alignés : le procédé d'extraction au cyanure serait beaucoup plus « propre » que l'usage du mercure, d'ailleurs la CMO n'a-t-elle pas adhéré tout récemment au Code international du cyanure, à la demande des autorités étatiques ? Des témoignages consternants venus du Brésil où cette technique a été mise en œuvre sont venus apporter la contradiction. L'exploitation industrielle de la mine aurifère mettrait fin à l'orpaillage clandestin, beaucoup plus destructeur, selon la CMO... qui orpaillerait à grande échelle.

Peu importe à ces prédateurs l'opposition d'une grande partie de la population : ils n'ont même pas daigné venir rencontrer les chefs coutumiers lors d'un des débats organisés officiellement au printemps avant la prise de décision. Ils ne connaissent que trop bien l'opinion des riverains et des associations pour la défense de l'environnement. Ces derniers, à juste titre, ne veulent pas voir leur santé, celle de leurs enfants et celle de leur terre, sacrifiée pour tout l'or du monde... et l'enrichissement spéculatif des banquiers.

Viviane Lafont



Opposants guyanais au projet.

Park Hyatt – Paris: 52 jours de grève, “qu’il pleuve, qu’il neige, on continue!”

Les salariés de la société sous-traitante STN employés à l’hôtel Park Hyatt – Paris-Vendôme sont en grève depuis le 25 septembre pour demander leur intégration parmi le personnel de l’hôtel. Une dizaine de salariés de l’hôtel se sont joints à eux pour exiger une augmentation de salaire de 3 euros de l’heure. Tous ont unanimement reconduit la grève vendredi 9 novembre.

Alors que pour la première fois la direction avait parlé d’ouvrir des négociations, ses propositions dérisoires ont été rejetées par l’ensemble des grévistes. En effet, à la demande de l’intégration de toutes les catégories du personnel, celle-ci a répondu en proposant «*l’internalisation d’une quinzaine de femmes de chambre dans un autre établissement*», le Park Hyatt Regency de la Porte Maillot, mais avec des conditions salariales inférieures qui ne tiennent pas compte de ce que les salariés de la sous-traitance avaient obtenu lors des grèves de 2013-2014:

le salaire minimum passé de 1 300 à 1 600 euros, les jours fériés payés à 100%, le treizième mois, des tickets restaurant, le paiement à 110% du Pass Navigo et une mutuelle payée à 70% par l’employeur.

Pour les grévistes, ces propositions révèlent bien l’intention de la direction de casser une équipe solidaire et de remettre en cause ce qu’elle avait dû concéder. Son refus d’accepter l’élection de délégués de proximité va dans ce sens. Les salariés veulent conserver les délégués qu’ils connaissent et en qui ils ont toute confiance.

Après avoir envoyé des vigiles puis la police, face à la détermination des grévistes, la direction a bien dû se résoudre à engager des négociations. En effet, dans ce palace où le moindre caprice des clients fortunés doit être immédiatement exaucé, les conséquences du manque de personnel commencent à se faire sentir. La direction a donc dépêché des cadres depuis Chicago, où siège le groupe.

Le moral des grévistes est intact. Ils occupent le trottoir devant le palace dont la direction a dû fermer les grandes portes, faisant entrer les clients par des portes latérales. Alors que dans la luxueuse rue de la Paix, toutes les bijouteries et palaces ont été décorés par des sapins, le Park Hyatt, lui, devra attendre la satisfaction des revendications de ses salariés pour pouvoir afficher cette décoration.



Le rassemblement quotidien, festif et déterminé, au son des tam-tams et des sifflets, le repas collectif préparé à tour de rôle le midi sur le trottoir devant l’hôtel, la solidarité dont

font preuve tous les salariés, constituent déjà une grande victoire!

Les grévistes ont aussi mis en place une caisse de soutien en ligne.

Correspondant LO

Neuhauser – Folschviller: non aux licenciements

La direction de la boulangerie industrielle Neuhauser, propriété de la famille Soufflet, a annoncé lundi 12 novembre un nouveau plan de licenciements. Il toucherait 227 salariés, dont 185 ouvriers de la boulangerie industrielle de Folschviller en Moselle et 42 travailleurs de la logistique de plusieurs sites du groupe en France (Saint-Quentin, la Seyne-sur-Mer...).

À Folschviller, la direction revient donc à la charge en annonçant la fermeture de l’unité de production Furst1, après une première saignée dans les effectifs opérée il y a tout juste un an. Le groupe Soufflet, spécialisé dans le négoce et la transformation du blé, invoque des pertes liées à sa branche boulangerie. Ces justifications comptables sont d’autant moins vérifiables que le groupe utilise cette branche pour écouler la farine qu’il produit et a du mal à vendre sur un marché mondial de plus en plus concurrentiel. Par ce tour de passe-passe, il endette sa branche boulangerie en encaissant les bénéfices dans la filière de transformation du blé en farine. Et ils sont loin d’être négligeables, puisque la fortune de la famille Soufflet a presque doublé en à peine quatre ans, ce qui fait dire à un magazine cette semaine que «*les rois du grain font du blé de père en fils*».

La fortune du groupe

provient avant tout de l’exploitation de ses 7 041 salariés, dont plus de 2 075 travaillent dans sa filiale

Neuhauser. L’un des objectifs de la fermeture du Furst1 est d’accroître cette exploitation en surchargeant de travail le site breton de Brialys par le transfert d’une partie de la production du Furst1 sans y transférer l’ensemble des emplois correspondants. C’est d’autant plus scandaleux que le groupe Soufflet a touché ces quatre dernières années, au titre du CICE,

près de cinq millions d’euros d’argent public pour la seule filiale Neuhauser tout en supprimant déjà des centaines d’emplois.

Forts de l’expérience de leur mobilisation contre le précédent plan social, qui avait permis de réduire les ambitions de Soufflet de 259 suppressions annoncées à 110, des salariés se sont spontanément mis en grève. Après s’être réunis

en assemblée générale, ils ont envahi les bureaux du Furst1, prenant à partie le directeur général. Convaincus que seule leur mobilisation leur permettra d’imposer la sauvegarde de leurs emplois et de leurs intérêts, les salariés du site envisagent de nouvelles actions et réunions sur la suite à donner à leur mouvement.

Correspondant LO

La Poste – Charleville-Mézières: grève au centre de tri

À l’occasion de la venue d’Emmanuel Macron, le 7 novembre, à Charleville-Mézières, dans les Ardennes, 55 des 80 agents du centre de tri se sont mis en grève pour exprimer leur mécontentement à propos de leurs conditions de travail.

Comme dans d’autres villes de France, La Poste, prétextant une baisse de trafic, a procédé à une réorganisation qui s’est traduite par la suppression de quinze postes de travail. Depuis, ce sont 10 000 à 20 000 lettres par jour qui ne peuvent pas être distribuées. Des colis jonchent le sol, empêchant toute circulation sur la plateforme de tri. D’autres agents ont été transférés dans des locaux minuscules où faute de tables et de chaises en nombre suffisant, le tri du courrier se fait à même le sol. Pour essayer

de résorber le trafic, la direction a allongé les tournées des facteurs, recourt régulièrement à des CDD et impose des heures supplémentaires. Les postiers ont conscience que tant qu’il n’y aura pas d’embauches conséquentes, la situation déjà insupportable continuera de se dégrader.

Le 7 novembre, ils étaient une trentaine à tenir un piquet de 5 heures à 11 heures du matin devant le centre, pour inviter leurs collègues à les rejoindre et discuter avec les usagers qui manifestaient leur soutien.



Suite à l’assemblée générale, un petit cortège est allé rejoindre au centre-ville la mobilisation contre la venue de Macron. Le cortège n’est pas passé inaperçu puisque l’équipe présidentielle a dépêché un sous-fifre pour recevoir en toute hâte une délégation des postiers grévistes.

Les postiers n’ont pour l’instant obtenu que la promesse d’une enquête et d’une réunion avec la direction, mais vu le succès de cette mobilisation, il est possible que d’autres grèves éclatent si des embauches ne sont pas rapidement réalisées.

Correspondant LO

PSA – Saint-Ouen : la fermeture est annoncée

Lundi 12 novembre a été lue aux salariés du site PSA de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, une lettre émanant du directeur du projet CHU Grand Paris Nord, dans laquelle ce responsable de l'AP-HP explique que le terrain de PSA a été choisi pour construire un grand hôpital. Cette annonce arrange bien la direction.

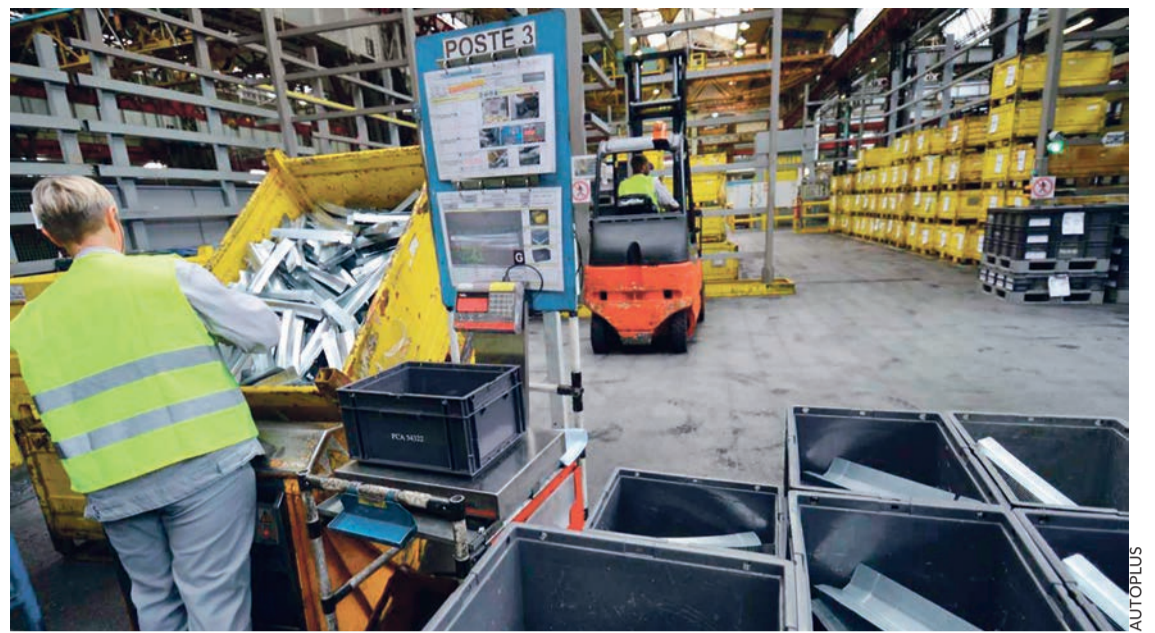
En effet, depuis octobre 2017, la fermeture de l'usine PSA – Saint-Ouen a été annoncée, sans le dire formellement, par le nouveau directeur qui a parlé à l'époque de « décroissance pilotée ». Le projet de construction d'un grand hôpital en remplacement des hôpitaux Bichat et Beaujon n'est apparu que par la suite, car il était auparavant prévu sur un autre terrain, qui maintenant ne conviendrait plus.

La direction a le culot de mettre en avant ce projet de grand hôpital comme d'intérêt public, alors qu'en réalité, il y aurait un tiers de lits en moins pour les malades dans le nouvel établissement.

Depuis son annonce de

décroissance pilotée de l'usine, la direction n'a eu de cesse de souffler le chaud et le froid. Aux syndicats qui lui posaient des questions lors des réunions du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, il était répondu plus ou moins clairement qu'il n'était pas question de fermeture. Par contre, dans les ateliers, l'encadrement soufflait aux ouvriers qu'il était sûr que l'usine allait fermer et qu'il fallait penser à aller ailleurs.

PSA s'est offert les services d'un cabinet de placement, Altedia, comme elle l'avait fait avec Sodie lors de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois. Les salariés sont depuis plusieurs mois poussés à aller voir Altedia



pour trouver du travail. À tel point que certains jours, on pouvait se demander si l'on était à PSA ou à Pôle emploi!

La direction, à force de pressions et de propositions, a réussi à faire partir de l'usine une quarantaine de salariés depuis un an, sur les 340 concernés par la fermeture. Elle souhaite ainsi vider l'usine petit à petit, sans faire de vagues. Mais ça ne marche pas car la plupart des salariés tiennent pour le moment à leur poste.

Avec l'expérience des anciens salariés de PSA – Aulnay, dont certains travaillent maintenant à Saint-Ouen, beaucoup sont conscients qu'Altedia n'est là que pour servir d'alibi à une direction qui veut sembler

s'occuper de l'avenir de ses salariés, alors qu'elle est plus préoccupée par ses profits.

Dès le début, face à l'annonce de décroissance pilotée, des salariés se sont mobilisés pour obtenir des explications de la part de la direction et mettre en avant des revendications quant à leurs conditions de départ de l'usine ou en préretraite, ou bien de mutation dans une autre usine du groupe. Le but est que personne ne reste sur le carreau, que chacun ait la solution qui lui convienne.

Face à ces revendications, la direction ne propose pour le moment pas grand-chose, si ce n'est les mesures de son plan de départ volontaire,

appelé DAEC, qui ne satisfait personne. Beaucoup d'ouvriers dans cette usine sont conscients que PSA a de l'argent et pourrait largement satisfaire toutes les revendications. Pour l'année 2017, ses bénéfices nets se montent à près de 2 milliards d'euros, sans compter l'argent qui va être récupéré grâce à la vente du terrain de Saint-Ouen.

Maintenant que les choses sont claires pour ce qui concerne la fermeture de l'usine, les salariés n'ont plus de doute, la seule solution pour eux est de se mobiliser tous ensemble pour que cette fermeture ne se fasse pas à leur détriment.

Correspondant LO

Sandvik-Coromant – Fondettes : en lutte pour les emplois



Cela fera bientôt quatre semaines que les travailleurs de l'usine Sandvik-Coromant (ex-Safety) de Fondettes, en Indre-et-Loire dans la banlieue de Tours, ont appris brutalement le 23 octobre que la direction du groupe Sandvik-France avait décidé de fermer leur usine de production de plaquettes d'outils coupants, ainsi que le centre de recherche et développement associé.

Passée la stupeur qui a suivi l'annonce de la fermeture, les 161 travailleurs concernés se sont efforcés d'organiser la défense de leurs emplois. Le 6 novembre, un débrayage a eu lieu pendant que se tenait

la première réunion du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), au cours duquel les discussions sont allées bon train. Pourquoi faudrait-il se résigner à perdre son emploi alors qu'en 2017 Sandvik capitalisait un bénéfice net

de 1,27 milliard d'euros avec une marge opérationnelle de près de 25%? Comment se défendre contre cette multinationale, leader mondial dans le secteur des outils coupants, qui compte 43 000 salariés dans 150 pays pour un chiffre d'affaires de 8,8 milliards d'euros?

Les patrons expliquent sans ambages qu'ils prévoient un ralentissement de l'investissement mondial, que le groupe est déjà en surcapacité de production, et qu'il n'est pas question de dépenser 15 millions

d'euros pour adapter l'usine de Fondettes à l'évolution technique. Sa fermeture permettrait de réduire les coûts du groupe de dix millions d'euros. C'est l'aveu cynique que les profits justifient la perte des emplois.

Les grévistes ont aussi évoqué la fermeture en 2015 d'un premier établissement du site, qui employait 45 travailleurs. Une vingtaine d'entre eux avaient été reclassés suite à un mouvement de grève.

Pas en reste, la direction locale a ajouté sa touche : au nom de la sécurité, elle fait pression sur le CHSCT et les salariés de l'atelier de revêtement pour mettre en sécurité et fermer ce secteur qui utilise de nombreux gaz pour les fours. Il s'agit paraît-il de protéger les travailleurs contre eux-mêmes!

En ce qui concerne la « sauvegarde » des emplois, les patrons ont moins d'imagination : ils annoncent que 30 postes seraient disponibles dans le groupe – à Orléans, Bourges, en Savoie ou dans le Bas-Rhin. Il y en aurait même en Suède pour ceux qui voudraient voir du pays.

Le 29 novembre, les travailleurs de Sandvik-Fondettes vont de nouveau appeler à cesser le travail. L'Union départementale CGT appelle à cette occasion tous les syndicats du département à envoyer des délégations à l'usine, pour dire qu'il y en a assez de l'avalanche de fermetures et de licenciements qui a touché le département – Michelin et Tupperware il y a peu – et qui menace à présent d'autres entreprises.

La population de Fondettes est également appelée à se joindre au rassemblement. Concernée par les pertes d'emplois, elle l'est aussi par le fait que 5,5 millions d'euros d'aides publiques ont été accordés à l'entreprise il y a quelques années, à l'occasion de la création d'un Centre d'études et de recherche sur les outils coupants.

Parmi les travailleurs de Sandvik, l'idée fait son chemin qu'en dépit de toutes les difficultés, il n'y aura pas d'autre moyen que la lutte collective et la grève pour s'efforcer de conserver à tous un emploi.

Correspondant LO

SNCF: Ouibus, non aux suppressions d'emplois

Lundi 12 novembre, la SNCF a annoncé la vente de sa filiale de transport par car, Ouibus, au numéro un du covoiturage, Blablacar. Le même jour, elle annonçait un plan de suppression de 102 postes dans cette filiale.

Dopés par la légalisation du transport par car longue distance en 2015, les bus Macron ont attiré les capitaux publics et privés qui entendaient réaliser de substantiels bénéfices grâce à l'abandon de lignes ferroviaires et surtout à l'exploitation renforcée des chauffeurs de cars.

La fermeture de lignes, la suppression de liaisons et de trains de nuit et surtout le prix prohibitif des billets de train ont créé une clientèle, celle des plus pauvres, à la fois pour le covoiturage

et pour le transport par autocar.

Trois grandes compagnies se partagent actuellement le marché des bus longue distance : Flixbus, Ouibus et Isilines. Flixbus, sur le modèle d'Uber, ne possède aucun véhicule en propre, ni aucun chauffeur. Il sous-traite le transport à des PME d'autocaristes, prélevant environ 25 % du prix du billet sur la planification et la réservation des lignes. Quant aux salariés de Ouibus, embauchés dans cette



Les conducteurs en grève contre la fermeture de Ouibus à Lyon en mars 2017.

filiale SNCF, ils ont vite déchanté. S'ils ne bénéficiaient pas du statut des cheminots, ils avaient des salaires plutôt supérieurs à ceux des PME. Mais dès 2015, la SNCF a choisi de se séparer progressivement de la plupart de ses chauffeurs, pour traiter aujourd'hui à 90 % avec des sous-traitants et des franchisés. De nombreuses grèves ont éclaté contre

ces transferts dans la sous-traitance qui se traduisaient par des baisses drastiques de salaire, de conditions de travail et d'hébergement.

Quels que soient les calculs financiers et commerciaux existant derrière la revente actuelle de Ouibus à Blablacar, la SNCF entend encore en faire payer les conséquences aux salariés restants, menaçant

l'emploi de 102 des 230 salariés de Ouibus ou voulant leur imposer des transferts avec des baisses de plusieurs centaines d'euros de salaire à la clé.

Il faut imposer l'interdiction de tout licenciement et de toute baisse de salaire en cas de transfert. La SNCF a largement de quoi maintenir les emplois et les salaires de tous!

Christian Bernac

RATP: au diapason des autres patrons

Depuis le printemps dernier, la direction de la RATP a annoncé un plan dit Diapason pour supprimer 1 100 postes d'ici 2024 parmi les 5 000 postes de fonction support, selon les termes de la direction. Cela concerne le service des ressources humaines, l'informatique, des tâches de logistique...

Il s'agit d'une nouvelle étape dans la course à la productivité. La direction la justifie cette fois-ci par l'ouverture à la concurrence de la RATP, avec des chiffres vérifiables en guise de démonstration. Chez les concurrents, les coûts liés à ces fonctions ne seraient que de 15 % des charges d'exploitation, au lieu de 20 % à la RATP.

Les plans de réduction de personnel sont quasi permanents à la RATP comme

dans la plupart des services publics depuis plusieurs années. Par exemple, en dix ans, le service des ressources humaines qui est visé par ce plan a déjà perdu 500 postes. À M2E, la maintenance itinérante des infrastructures des stations du métro et du RER, qui regroupe 1 500 salariés, 40 postes par an en moyenne ont disparu depuis huit ans. À MRB, la maintenance des bus, on en a compté une centaine par

an sur 2 200 salariés dans la même période. Une partie des gains de productivité sont aussi faits sur la reprise, sans embaucher, d'activités autrefois sous-traitées.

De la même manière, la constante augmentation du trafic, les prolongements de lignes, l'ouverture de nouvelles lignes de tramways ne se traduisent pas pour autant par une augmentation des effectifs.

Une des méthodes de la direction est aussi de regrouper les services et de faire ce qu'elle appelle des économies d'échelle, c'est-à-dire par exemple concentrer les services de paye de trois départements en

un seul. Ou encore, pour les mêmes raisons, elle regroupe des centres parfois très éloignés les uns des autres. À chaque déménagement, ce sont des postes qui disparaissent.

La direction prétend qu'avec le plan Diapason il n'y aura pas de licenciements, que les départs en retraite suffisent pour diminuer l'effectif sans douleur mais, pour les agents, la course à la productivité se traduit déjà par un accroissement de la charge de travail dans tous les secteurs. De plus, la direction annonce qu'elle facilitera les départs volontaires, entre autres par des

ruptures conventionnelles. Ce n'est qu'une autre façon de dire qu'elle a bien l'intention de licencier. Cette politique a déjà commencé par un grand nombre de licenciements pour faute, plusieurs centaines par an, sous des prétextes souvent abusifs.

L'annonce de la direction marque une accélération de cette politique de réduction des effectifs en adéquation avec l'ouverture à la concurrence. Mais elle l'avait déjà commencée en collaboration avec Île-de-France Mobilités, l'autorité régulatrice des transports en Île-de-France.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Louis – Paris: une lueur dans la nuit

Mercredi 7 novembre, 63 infirmiers et aides-soignants de l'équipe de nuit de l'hôpital Saint-Louis à Paris dans le 10^e arrondissement ont rencontré la direction de l'hôpital, représentée par le DRH, une directrice des soins infirmiers et un directeur financier, pour lui exprimer leur refus des suppressions de postes de nuit.

Celles-ci sont prévisibles depuis l'annonce, en avril dernier, de 700 suppressions de postes en 2019 dans l'AP-HP (Assistance publique – Hôpitaux de Paris).

Comme lors des deux précédentes rencontres, la direction a botté en touche sur le problème de l'effectif. Elle n'avait rien à proposer, si ce n'est de discuter

d'améliorer le maigre casse-croûte de l'équipe de nuit. Face aux protestations du personnel, qui a bien signifié qu'il n'était pas venu pour discuter de ça, le directeur financier a quitté la salle, vexé.

Plusieurs infirmiers ont dénoncé la charge de travail liée au sous-effectif et ont rappelé à ces

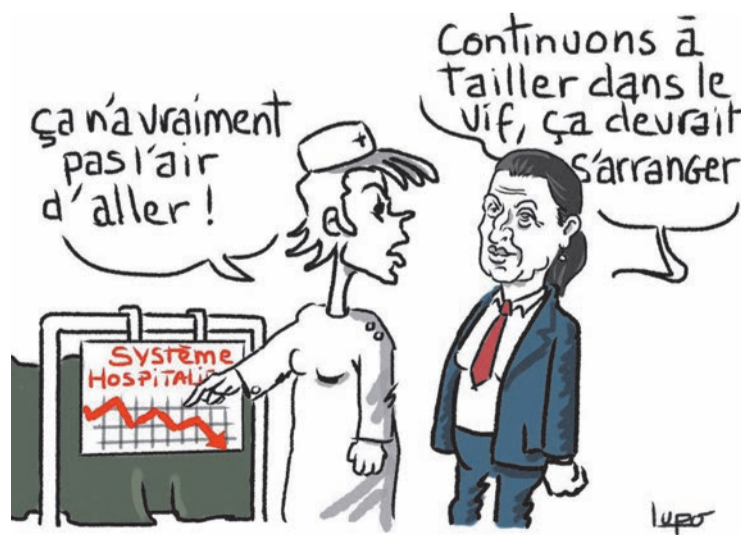
messieurs-dames que les seuls aptes à connaître le bon ratio soignants/patients sont les soignants. Après quoi le personnel a quitté la réunion. Une discussion collective a suivi dehors, sur la nécessité de s'adresser à tout le personnel de l'hôpital, en particulier au personnel de jour, lui aussi en sous-effectif criant.

Que ce soit sur la gestion des effectifs, sur les week-ends supplémentaires payés en retard, ou sur les cadres qui demandent de revenir travailler sur le temps de repos, le mécontentement est palpable.

L'équipe de nuit a compris qu'elle ne pourra pas gagner seule. La direction

n'en a pas fini avec le personnel de l'hôpital!

Correspondant LO



Fonderies du Poitou : contre les licenciements

Le site des Fonderies du Poitou à Ingrandes, dans la Vienne, comprend deux usines, dont la fonderie Fonte, où la baisse des commandes des deux constructeurs automobiles Renault et Fiat a eu pour conséquence l'annonce en octobre de la suppression de l'équipe de nuit.

Cela représente 103 postes sur 416, dont 85 postes reclassés en équipe de jour, et 18 licenciements, plus le licenciement des travailleurs intérimaires, actuellement au nombre d'une cinquantaine dans l'usine.

La fonderie Alu, elle, compte 340 CDI et 60 intérimaires. Son seul client est Renault, qui a réduit ses commandes sous prétexte de la baisse des ventes de véhicules diesel. Cette crise du diesel est l'argument utilisé par Renault et les patrons des Fonderies pour justifier les licenciements, ainsi que le chômage partiel qui sévit depuis des mois déjà à la Fonte et qui est aussi annoncé à l'Alu avant la fin de l'année.

Le délégué inter-ministériel aux restructurations d'entreprises et le président de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain

Rousset, se sont rendus dernièrement sur le site des Fonderies, accompagnés par les notables régionaux. Ils ont promis un soutien financier d'un montant de trois millions d'euros pour la Fonte. Cette aide représenterait 25 % de l'investissement total, autant de moins à déboursier pour les patrons s'il se concrétisait. Mais tous ces personnages ne sont pas gênés de regretter ouvertement qu'aucun plan de réduction des effectifs n'ait été mis en route à la fonderie Alu, ce qui empêcherait pour l'instant de débloquer des subventions!

En attendant, vendredi 9 novembre, les travailleurs ont fait 24 heures de grève, mouvement principalement organisé par la CGT et soutenu par la CGC et FO. Ils ont été à plus de 300 en permanence au piquet de grève devant les entrées.



Lorsque les grévistes ont fait en cortège le tour des deux usines, ils ont pu constater que presque aucun travailleur en CDI n'était présent dans les ateliers. Seuls les intérimaires pas encore licenciés se retrouvaient en inactivité en salle de pause, les deux usines étant complètement arrêtées.

Symboliquement et pour passer le message à Macron, les grévistes ont traversé en cortège la route qui passe devant les Fonderies pour poser dans le champ d'en face les premiers parpaings d'une future fonderie virtuelle.

Dans les deux entreprises, les salariés restent prudents. « On nous parle d'une reconversion dans les pièces de petite taille comme des disques de frein, des volants moteurs à la Fonte ou d'un nouveau procédé de coulée gravité à l'Alu. Mais avec quels clients potentiels ? Qui financera le reste du plan ? Renault ou d'autres partenaires ? Qu'est-ce qui garantit que nos patrons se contenteront des licenciements prévus ? »

Les syndicats disent vouloir mettre la pression sur Renault et sur les actionnaires de l'Alu et de la Fonte. Ils réclament que

l'investissement se fasse en France plutôt que dans d'autres pays où Renault, tout comme le groupe Saint-Jean qui possède l'Alu, sont évidemment déjà présents. Ils n'ont pas donné de rendez-vous pour de prochaines actions car ils disent attendre beaucoup des rencontres prévues avec les élus de la Vienne, de la région et avec Bruno Le Maire au ministère le 28 novembre prochain. Mais les travailleurs, eux, se sont fait entendre nombreux, et seule leur mobilisation pourra contraindre les patrons à revoir leurs plans.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Logement: le capitalisme est insalubre

Des millions d'habitants à travers le pays peuvent se reconnaître dans la colère exprimée par ceux du quartier Noailles à Marseille car, à eux aussi, la société refuse un logement décent et sûr.

Le nombre de logements insalubres ou menaçant de tomber en ruine est évalué à 600 000, en additionnant les données, incomplètes, fournies par des administrations locales. Cela concerne au moins 2,2 millions de personnes parmi les 4 millions de mal-logés enregistrés par la fondation Abbé-Pierre.

Certains maires refusent de prendre des arrêtés de péril, d'autres les prennent, du moins sur le papier, mais souvent, faute de volonté ou de moyens, il ne se passe rien et le préfet, que la loi considère compétent en matière d'insalubrité, reste inactif. De telles carences et le mépris qui les accompagne mettent à nu la crise du logement.

Celle-ci n'a jamais vraiment cessé, depuis l'époque où les industriels ont commencé à entasser dans les villes les travailleurs qui leur étaient nécessaires.

« L'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers », écrivait déjà en 1872 Friedrich Engels, camarade de combat de Karl Marx, dans *La question du logement*. Il s'opposait en révolutionnaire à des réformistes qui, déjà, tentaient de rafistoler le capitalisme en faisant des plans pour que les ouvriers deviennent propriétaires. Engels leur rétorquait que, à supposer un tel projet réalisable pour tous, les patrons en profiteraient pour baisser les salaires puisque la classe ouvrière, débarrassée du paiement d'un loyer, pourrait être encore moins payée pour l'entretien de sa force de travail.

Tout au long du 20^e siècle, le problème est resté

dramatique. Les gouvernements y ont toujours répondu de deux façons : soit en laissant s'entasser les plus pauvres dans des logements insalubres ; soit en construisant au rabais des logements pour les classes populaires. Ainsi en France, dans les années 1950 et 1960, des familles ont découvert un certain confort en emménageant dans une HLM. Mais très vite, il est devenu évident que ces logements n'étaient pas faits pour durer et se dégradaient vite.

Aujourd'hui, du fait d'un chômage tenace et d'une précarité envahissante, un nombre croissant de travailleurs se trouvent exclus des logements dits sociaux, du simple fait qu'ils ne peuvent plus assumer les loyers et les charges.

Le loyer des HLM est « de plus en plus cher, si bien que les commissions d'attribution excluent parfois les demandeurs au motif de ressources insuffisantes », constate la fondation Abbé-Pierre. Les HLM servent de moins en moins



d'amortisseurs à la crise du logement. Tandis que les bidonvilles se développent à nouveau, le marché privé tire bénéfice de logements dégradés, en attendant d'en chasser les travailleurs pour des opérations spéculatives.

À la question : existe-t-il une solution du problème du

logement ? La réponse que donnait Engels est toujours d'actualité : « Il n'y a qu'un moyen : éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante. »

Jean Sanday

L'inaction délibérée de la mairie de Marseille

Samedi 13 novembre, horrifiés et indignés, 8 000 manifestants en groupes compacts ont descendu le cours Julien et gagné le bas de la rue d'Aubagne où ils ont fait silence en hommage aux huit personnes mortes sous l'effondrement de deux immeubles de cette rue.

Les manifestants ont continué par la Canebière et le Vieux Port pour dénoncer devant la mairie l'incurie de la municipalité Gaudin.

Beaucoup voient plus que de l'incurie dans l'incroyable laisser-aller de la municipalité vis-à-vis de l'habitat indigne et même dangereux. Ils pensent que cet abandon total des logements populaires vise à chasser les pauvres du centre-ville pour y réaliser des logements pour un public plus aisé.

Outre les alertes d'habitants inquiets signalant la dégradation de leurs immeubles, il y a eu plusieurs rapports d'ingénieurs et d'experts alarmants, insistant sur la nécessité d'agir vite, dont le dernier date d'octobre 2017. Le bâtiment a encore tenu un an avant de s'effondrer sur ses habitants, sans qu'il ait été tenu compte des avertissements.

L'Agence Régionale de Santé avait relevé les manquements du service communal d'hygiène et de santé de la Ville, dont les inspecteurs n'« ont pas de qualification particulière » et qui n'a pas engagé les procédures permettant de « contraindre les bailleurs indécents à faire les

travaux demandés par l'arrêté préfectoral ». L'ARS s'étonnait du nombre négligeable de dossiers « au regard d'une ville de 860 000 habitants dotée d'un parc privé potentiellement indigne de 40 000 logements ». Les services de la Ville, eux, n'avaient signalé en 2017 que 18 logements insalubres et soutenaient que les dégradations constatées dans les autres logements étaient essentiellement dues « aux modes d'occupation », donc aux habitants ! Quant à n'avoir pas pu agir à cause de la longueur des procédures vis-à-vis des propriétaires, comme l'affirmait l'adjointe au logement, c'est oublier que le maire doit faire exécuter d'office les travaux non réalisés dans les délais par les propriétaires, dans le cas d'immeubles en « péril grave et imminent ».

Depuis la catastrophe du 5 novembre, Ville et préfecture se sont réveillées et ont émis 180 signalements et 21 arrêtés de péril sur le centre-ville. C'est un peu tard et une nouvelle manifestation était appelée le 14 novembre par le Collectif du 5 novembre, constitué par des associations du quartier.

Correspondant LO



La manifestation du 10 novembre.

452 évacués à reloger

De maison en maison, de proche en proche, 452 habitants du quartier Noailles de Marseille ont été évacués précipitamment. Ils n'ont souvent eu qu'une demi-heure pour prendre quelques affaires avec eux et sont hébergés provisoirement dans six hôtels, aux frais de la Ville.

Les évacués ont eu droit à des repas chauds et à des cartes gratuites de transport sur la RTM. Un collectif d'avocats propose des consultations gratuites. Vêtements, couvertures, produits d'hygiène sont apportés en abondance.

La Poste, elle, s'est montrée en dessous de tout, signalant aux évacués qu'ils pouvaient retirer leur

courrier, non pas au bureau tout proche de la rue de Rome, mais loin du quartier, à Arenc, ce qui nécessite de prendre la voiture ou les transports en commun.

Mais le pire, c'est l'incertitude. Les personnes évacuées des immeubles effondrés devraient être relogées dans des logements sociaux. Il en a été recensé 150, dont 60 dans le centre-ville. Quant aux autres, ils ne savent pas s'ils reviendront chez eux. Le parc de logement social marseillais est de toute façon insuffisant. Plus de 70 000 demandes sont en attente dans la métropole. Et c'est bien ce défaut de logements sociaux qui oblige tant de Marseillais à habiter des logements insalubres et dangereux.

Les marchands de sommeil ont ainsi toute latitude pour exiger des loyers de 500 à 800 euros sans effectuer les travaux indispensables. De nombreux évacués du quartier Noailles disposent de moins de 1 600 euros par mois pour un couple et seraient concernés par le logement dit « très social ». Mais de tels logements font défaut.

En revanche, il y a en ville de nombreux chantiers immobiliers, dont des immeubles entiers sont terminés et habitables mais visent une clientèle plus aisée. Les évacués de Noailles pourraient y être relogés, quitte à écorner les profits attendus par les promoteurs.

Correspondant LO